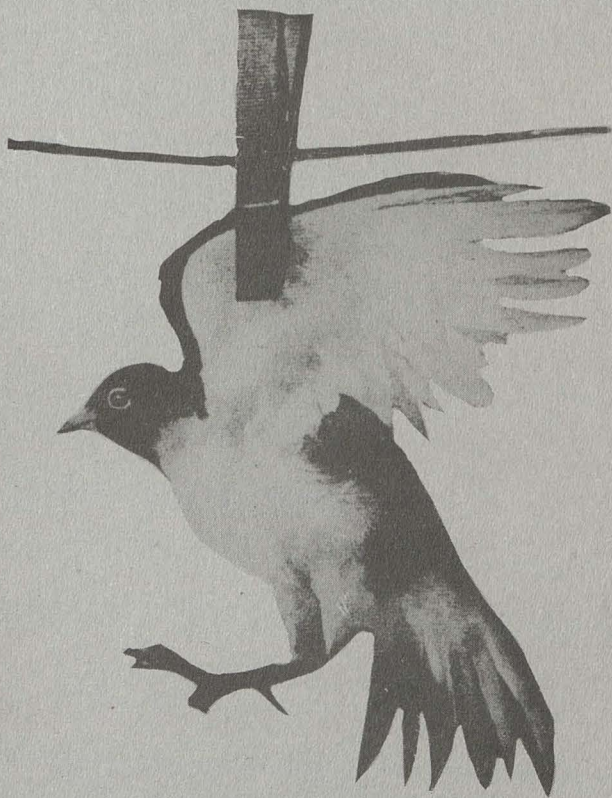


i  
z  
t  
o  
k  
\*  
e  
a  
s  
t  
\*  
L  
e  
v  
a  
n  
t

**ВОСТОК**

**ПЕРИОДИЧНО СПИСАНИЕ**

Revue libertaire sur les Pays de l'Est



Septembre 1980 n° 2      Textes français

**ВОСТОК**

SOMMAIRE :

Editorial .....	.....p	1
Bureaucratie et Autoges- tion .....	Slobodan Drakulic p	3
Après Tito (résumé) .....	Slobodan Drakulic p	11
Sur la Société Yougoslave	Brz Broz .....	p 14
Notes de Lecture (Argumen- ti) .....	Iztok .....	p 22
Quelques Repères Libertai- res .....	Martin .....	p 26
La Question Macédonienne .	Dimitrov-Iztok ...	p 28
L'Anarchisme en Allemagne de l'Est (1945-1955) .....	Jean Barrué .....	p 33
Bulgarie 1969-1979 .....	Meraklia .....	p 43
Courrier .....	.....p	47

Responsable de la Publication  
Dominique Devinck  
D.L. 47797

Minographie, 10 rue juillet, 75020 Paris

## EDITORIAL

Depuis quelques années le mythe du "socialisme réel" a subi de rudes épreuves. Soljenitsine a enfin réussi à faire admettre la réalité du Goulag, cette "descente aux enfers" pour presque 10% de la population de l'URSS (d'après Boukovski, il n'y a actuellement que 5% de citoyens dits soviétiques qui subissent ce sort sur 200 millions). Zinoviev a décrit l'enfer quotidien du reste de la population, les degrés de purgatoire, d'hypocrisies, de brimades que chaque citoyen est obligé de subir pour pouvoir s'adapter et vivre dans cette société.

Mais cela ne suffit pas !

Car les maîtres du Kremlin ont d'autres possibilités pour masquer la réalité et conserver leurs privilèges dans l'Empire. D'abord le pouvoir d'oubli. Ils savent bien que l'opinion publique n'arrive pas à avoir une attention soutenue, surtout à l'époque où même les "vedettes" doivent changer périodiquement. L'exemple de la Hongrie en 1956 et de la Tchécoslovaquie en 1968 est démonstratif : après la flambée d'indignation générale, une infime minorité continue seule à s'intéresser au sort de ces peuples "normalisés".

Le Kremlin possède aussi son énorme appareil de "désinformation", c'est à dire son appareil d'agit-prop (agitation et propagande) qui à travers le monde essaie de sauver le mythe du paradis terrestre et de la société sans classe.

Mais il y a quelque chose d'encore plus grave. J'ai eu l'occasion de discuter récemment avec un citoyen moyen des Pays de l'Est. Voilà son argument : leur propagande officielle ne dit jamais la vérité (cela il l'admet), mais la propagande d'en face ne dit pas non plus la vérité, car la vérité n'existe pas, les résistants afghans n'existent pas, tout est mensonge.

Non seulement les peuples de l'Est sont privés de la première des libertés, celle de la parole, de l'expression, mais ils finissent par perdre l'usage de la parole elle-même, avec la faculté de penser, de chercher la vérité, de critiquer. Que peut on faire devant cet état de chose? Pratiquement rien mais il faut le faire. Il faut continuer de témoigner, d'informer, de parler à la place de ceux qui sont réduits au silence. Ici, dans IZTOK, nous sommes très peu nombreux, notre auditoire est très limité, mais nous devons participer à cette tâche. Quelques autres publications ou mouvements le font aussi. Nous pouvons citer :

L'ALTERNATIVE, 1 place Paul Painlevé, 75005 Paris  
LIBRE, ed. Payot, 106 bd St Germain, 75006 Paris  
LES CAHIERS DU SAMIZDAT, 48 rue du lac, 1050 Bruxelles  
AMNESTY INTERNATIONAL, 18 rue de Varenne, 75007 Paris

En quoi consiste l'originalité de notre revue ? D'abord à partir de nos propres expériences, notre "vecu" dans les Pays de l'Est, nos possibilités linguistiques, il nous semble que nous pouvons servir d'intermédiaires entre ceux de l'Est et ceux de l'Ouest. Nous paraissions trop rarement pour être efficaces dans l'information directe. Mais par contre nous pouvons aborder des études plus détaillées, plus politiques. Nous avons notre optique libertaire mais nous refusons d'imposer un "mythe libertaire" pour remplacer les autres mythes. Nous tâcherons de donner la parole chaque fois que nous le pourrons à l'expérience vécue. Dans ce numéro, par exemple, plusieurs textes concernant la Yougoslavie sont rédigés par des Yougoslaves à partir de leur propre expérience. Même s'il existe des contradictions, nous préférons le débat à des affirmations unilatérales.

## DOSSIER YUGOSLAVIE

Ce dossier comprend d'abord trois textes écrits par des Yougoslaves qui se définissent eux-mêmes libertaires : il y a deux textes de Slobodan Drakulić parus en italien dans la "Rivista Anarchica" de Milan : sa contribution à la conférence de Venise sur l'autogestion de septembre 1979, et un résumé de son récent texte sur l'après-Tito ; puis un texte d'un groupe de Yougoslaves de l'intérieur et de l'émigration à Paris. Ensuite viennent deux textes sur la pensée libertaire en Yougoslavie : le compte-rendu de lecture d'une revue de Rijeka consacrée à l'Anarchisme et Terrorisme, et une synthèse des quelques articles parus dans la presse anarchiste internationale sur la présence libertaire en Yougoslavie depuis deux ans. Enfin pour conclure, un article d'un collaborateur d'IZTOK abordant le problème national (très important en Yougoslavie) avec le cas de la Macédoine, source de tensions dans les Balkans depuis plus d'un siècle.



## BUREAUCRATIE ET AUTOGESTION

J'essaierai dans cet article de déceler les origines de la contradiction qui existe en Yougoslavie entre bureaucratie et autogestion, en soulignant l'importance que la "tradition révolutionnaire" du socialisme absolutiste (ou aussi "bolchévisme", "marxisme-léninisme", "socialisme scientifique" etc, a non seulement en Yougoslavie mais dans le mouvement révolutionnaire en général. Dans la dispute-conflit entre les tendances autoritaires et libertaires dans le mouvement révolutionnaire du 19ème siècle (et surtout dans la 1ère Internationale), l'autoritarisme a prévalu, tandis que la tendance libertaire a été réduite à un rôle marginal. On cite rarement la conséquence la plus importante du conflit dans le mouvement révolutionnaire : encore que les partis sociaux-démocrates aient continué à augmenter leurs forces numériques, la ferveur révolutionnaire diminuait progressivement.

Il y eut une grande exception : les Bolchéviques russes. Ils continuèrent à propager l'idée de la révolution armée, mais sous le contrôle direct du parti révolutionnaire, c'est à dire eux-mêmes. Etant persécutés par la police impériale et faisant partie de l'aile la plus autoritaire du premier marxisme, ils donnèrent une structure hiérarchique à leur organisation révolutionnaire, en ayant comme but non pas l'abolition ou la disparition de l'état. Mais la conquête du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat. Les premières conquêtes révolutionnaires furent abolies ou disparurent : c'est à dire le soviét et le conseil ouvrier. Et on touche ici la contradiction la plus importante du mouvement révolutionnaire autoritaire : au lieu de détruire la structure hiérarchique de la société, il en créa une nouvelle : au lieu de valoriser davantage les actions révolutionnaires spontanées des travailleurs, il les tronqua au nom de la révolution, de la classe ouvrière, de l'histoire et du Comité Central. Cependant, comme elle était la seule révolution victorieuse de l'histoire, la révolution bolchévique exerça une énorme attraction sur les mouvements et sur les organisations révolutionnaires du monde entier.

Ainsi au début et durant toute la première moitié du XXème siècle, elle inspire le mouvement révolutionnaire en général. Le rôle dominant du parti dans le mouvement et le rôle dominant de l'élite du parti dans le parti lui-même devinrent presque les

caractéristiques principales de la plupart des révolutionnaires pro-bolchéviques et des organisations de gauche. Ils n'avaient pas pour but immédiat ni même comme but tactique l'autogestion.

Après la seconde guerre mondiale, les Bolchéviks, ou les partis marxistes-léninistes, prirent le pouvoir dans plusieurs états européens y compris la Yougoslavie, en instaurant des systèmes politiques autoritaires, et en modifiant (mais en gardant) la structure sociale hiérarchique. La Yougoslavie se différencie des autres pays par la façon dont le parti communiste a conquis le pouvoir : alors que dans les Pays de l'Est de l'Europe cela se fit en gros par l'intervention des troupes soviétiques, en Yougoslavie ce fut l'oeuvre du mouvement des partisans contrôlé par le parti communiste. Cette différence jouera un rôle important dans les futures divergences entre les communistes yougoslaves et les pays de la "sphère d'influence" soviétique. Ainsi en Yougoslavie l'élite du parti devint le groupe social (certains diraient la classe) dominant. Les membres du parti devinrent progressivement la nouvelle bourgeoisie, à laquelle s'unirent plusieurs groupes sociaux, y compris ceux qu'on appelle en Yougoslavie la "technocratie". Puis un troisième groupe fit partie de la classe moyenne, formé de petits entrepreneurs, à la suite d'une relative libéralisation des investissements privés (mais toujours d'une échelle limitée). La classe travailleuse - qui était officiellement définie comme la classe dominante de la société entière - était généralement d'origine paysanne, et les paysans formaient la base de la hiérarchie sociale.

La position des paysans mérite une attention particulière : bien qu'ils possèdent la plupart des terres cultivables du pays et produisent la plus grande partie des produits agricoles nécessaires au reste de la société, ils furent longtemps considérés comme des marginaux sociaux, un héritage des siècles passés à éliminer le plus vite possible. Dans le même temps, la production agricole socialisée n'était pas et n'est pas capable de produire assez de nourriture pour toute la population et plus grave encore, la société n'a pas su socialiser l'agriculture parce qu'elle n'a pas réussi à intégrer l'inévitable excès de main d'oeuvre dans l'industrie, les services sociaux et l'état. C'est ainsi que de vastes zones agricoles (surtout dans les régions montagneuses et côtières du pays) ne furent pas en mesure de nourrir leur propre population. En augmentation constante, et ce fut le début d'un énorme exode de chômeurs vers les grandes villes et vers les pays étrangers de l'ouest. Il en résulta une grave pénurie de produits agricoles typiques des zones devenues touristiques (comme sur presque toute la côte) et des zones semi-désertiques et inhabitées (comme la plupart des montagnes). La classe paysanne constitue près d'un tiers de la population globale du pays, sans cependant jamais s'intégrer complètement du point de vue socio-culturel. L'assimilation de

ce groupe social dans le système autogestionnaire est encore un problème en suspens. La seule possibilité immédiate, dans ce sens, ne se trouve pas dans le secteur productif, mais plutôt dans le système socio-politique, où il existe encore des résistances de la part des classes moyennes et des groupes dominants eux-mêmes, et même au niveau premier de l'échelle sociale - et qu'on peut considérer comme important - celui de la commune, qui est le premier élément de l'organisation socio-politique dont le pouvoir économique et politique est dans une certaine mesure important. Au dessus de ce niveau, l'état et la bureaucratie du parti découragent par leurs décisions toute tentative sérieuse de mettre en pratique les notions de l'autogestion, et ce faisant ils défendent le monopole de leur pouvoir.

L'élite du parti s'est ainsi trouvée dans une position contradictoire : celle d'être en même temps un groupe social (ou classe) dominant et l'avant-garde révolutionnaire. Ce qui veut dire que comme groupe social privilégié, elle doit défendre ses intérêts économiques, sociaux, politiques et culturels ; dans le même temps, comme avant-garde révolutionnaire; elle doit combattre les privilèges et les intérêts particuliers de toute nature des différents groupes sociaux. Elle est donc à la fois alliée et ennemie d'elle-même. Comme avant-garde révolutionnaire, elle doit chercher à améliorer les conditions de vie des ouvriers et des paysans, mais en tant que groupe privilégié, les circonstances (qui sont le fruit de sa ligne de conduite antérieure) l'obligent à se désintéresser des problèmes qui ne sont pas les siens, et souvent à aller ouvertement contre les intérêts des travailleurs. Ainsi, elle devient également alliée, et en même temps aussi ennemie de la classe ouvrière. En préconisant l'autogestion, elle tend à donner toujours plus de pouvoir aux travailleurs, mais elle doit également empêcher qu'ils n'arrivent à concurrencer les groupes sociaux privilégiés, parmi lesquels elle se trouve elle-même. C'est pourquoi elle a toujours indispensablement besoin de trouver quelque chose à présenter comme ennemi de l'autogestion et de la révolution en général. Si elle arrive à faire croire qu'un autre groupe freine le développement du système autogestionnaire, l'élite au pouvoir se trouve automatiquement du côté des classes laborieuses et du peuple. De temps en temps, par conséquent, elle mène une bataille contre les prétendus ennemis des travailleurs, réels ou fictifs, s'assurant ainsi un rôle fondamental dans le processus révolutionnaire. Cela se traduit, cependant par une éternelle guerre de défense et la révolution ne s'avère victorieuse que lorsque (ou parce que) elle réussit à éviter la défaite, ou à faire un petit pas en avant, de type essentiellement social-démocrate, en promouvant des réformes dans un secteur quelconque de la vie sociale.

Les classes moyennes jouent un rôle intéressant et important dans ce processus parce qu'elles sont socialement et culturellement privilégiées, mais substantiellement privées du pouvoir

politique de décision. D'un côté elles sont menacées par les revendications des travailleurs, de l'autre elles sont dépendantes de l'élite au pouvoir. Les classes moyennes sont un groupe social assez diversifié : privé d'intérêts communs dans la sphère du social, formé essentiellement par l'intelligentsia, par de petits et moyens bureaucrates, de petits entrepreneurs privés, de "technocrates", de techniciens et de travailleurs hautement spécialisés. Il en résulte que c'est un groupe statique plus qu'un élément social dans le vrai sens du terme. Selon les expressions idéologiques de la classe dominante, tous ces groupes apparaissent tout à tour comme des alliés ou des ennemis de la classe ouvrière. Les petits propriétaires sont donc tantôt qualifiés d'"entrepreneurs privés" ou "d'avancées de la société bourgeoise", selon qu'on veut les faire rentrer dans la catégorie neutre ou celle d'adversaires. Les représentants de l'intelligentsia technique, à leur tour, sont définis comme "experts" ou "technocrates" selon le rôle qu'ils doivent assumer dans les projets de la classe dominante à un moment historique précis. Les petits et moyens bureaucrates, au contraire, sont toujours critiques mais jamais clairement classifiés ou marqués comme groupe social. Dans le domaine des intellectuels, enfin, on distingue toujours deux catégories : celle des "honnêtes" et celle des "gêneurs", des "extrémistes" aux "critiques non constructives", etc. Les techniciens et les ouvriers hautement qualifiés sont exclus de ce rituel, parce qu'ils font partie de la classe travailleuse, mais également et aussi de la classe privilégiée. Si la bureaucratie n'existait pas, l'élite au pouvoir devrait tout bonnement l'inventer, puisque c'est le bouc émissaire de toute société bureaucratique. C'est la cause des échecs, des retards dans l'application des "mesures" prises par l'élite dominante pour résoudre tel ou tel problème, particulier ou général, de la société. Elle est coupable de dilapider l'argent pour ses besoins personnels, et d'en laisser peu ou pas pour la réalisation des différents projets d'utilité publique. Elle est aussi responsable du naufrage de toute tentative d'introduction de formes d'autogestion nouvelles et meilleures dans les différents sous-systèmes sociaux. Nous devrions tous nous unir contre elle et la combattre pour défendre les "fruits de la révolution" et pour en faire mûrir d'autres encore. Et cependant personne n'a jamais réussi à dire ce qu'est exactement la bureaucratie, qui la compose, que fait-elle, comment a-t-elle pu devenir aussi puissante et invincible et surtout comment est-il possible de la vaincre. En résumé, nous constatons que les bureaucrates sont généralement des individus jouissant de privilèges importants qui compensent largement le désagrément de servir continuellement d'ennemi du peuple et de la révolution. Nous découvrons également qu'il est impossible de les combattre et encore moins de les vaincre, parce qu'ils sont toujours protégés et non pas par tel ou tel personne ou groupe, mais par le système lui-même.



Nous voyons enfin qu'eux aussi, malgré tous leurs privilèges, sont impuissants s'ils ne reçoivent pas des directives "d'en haut". On peut brièvement en arriver à la conclusion que, aux plus hauts niveaux, la bureaucratie ne se distingue pas de l'élite au pouvoir et se mêle à elle, en s'en détachant de temps en temps. Les bureaucrates ne sont que les alter ego, le mister Hyde de ceux qui sont aux postes de responsabilité : aimés et haïs, défendus et insultés, achetés et vendus, usés et abusés par leurs patrons.

L'"intelligentsia technique", autrement dit la "technocratie", est un autre groupe social intéressant et contradictoire, qui porte atteinte aux conquêtes des luttes ouvrières, à la révolution. Généralement situés dans l'industrie, les technocrates y jouent un grand rôle au niveau des décisions. Leur pouvoir de décision est plus élevé que leur pouvoir numérique et cela grâce aux normes légales qui imposent une discipline dans la gestion des entreprises. Les décisions finales sur toutes les questions qui concernent la gestion de l'entreprise devrait revenir de droit à tous ceux qui font partie de la vie de l'entreprise. Mais en réalité le choix retombe toujours sur une des deux ou trois solutions proposées par les technocrates, toujours présents en force dans toutes les commissions les plus importantes qui s'occupent des problèmes fondamentaux, comme la planification, l'organisation de la production, le marketing et la distribution des revenus. Pour ce qui a trait en particulier à ce dernier point, toute tentative de répartition égalitaire est fermement découragée par le parti, les syndicats et les autres organisations "socio-politiques" et aussitôt qualifiée d'"ouravnilovka" (c'est à dire tendance au nivellement)(1).

Cette tendance est bien entendu considérée comme négative et est fortement critiquée puisqu'elle rend impossible une rétribution du personnel "adaptée au travail fourni". On oublie encore volontiers que les ouvriers, pris comme groupe, touchent une prime qui en rapport au travail fourni (quel qu'il soit) est toujours inférieure à celle des "technocrates et des "bureaucrates", en dépit de ce que la contribution de ces deux dernières catégories au bien-être de la société soit très inférieure à celle des ouvriers. Il est juste de rappeler ici que, encore que les membres de l'élite dominante aient souvent critiqué cet aspect et pose le problème sans jamais cependant lui donner une solution, mon opinion à ce propos est que l'élite au pouvoir en justifiant la faillite pratique de l'autogestion (ou plus exactement : l'échec de la tentative d'introduction de l'autogestion toujours plus rapidement et toujours plus en profondeur dans la vie sociale quotidienne), invente et défend le mythe de la "bureaucratie", de la "technocratie" et de la "technobureaucratie". Celles-ci sont considérées comme les obstacles les plus importants auxquels se heurte le développement ultérieur de l'autogestion, mais en attendant elles ne modifient en rien ou pres-

que les privilèges sociaux, économiques et culturels des différents groupes sociaux. De cette manière, ces groupes sociaux servent à masquer le rôle et la position sociale de l'élite dominante.

L'intelligentsia est également un groupe social privilégié, que ce soit du point de vue socio-économique que du point de vue culturel, car elle fait partie des classes moyennes, ses membres sont présents dans tous les groupes sociaux que nous avons mentionnés, mais ils disposent aussi d'un terrain d'action spécifique dans la sphère sociale : celle des mass-media et des institutions scientifiques et de formation. L'intelligentsia contrôle donc la production intellectuelle d'une société dans laquelle l'idéologie revêt un rôle extrêmement important à tous les niveaux. Étant donné ce pouvoir, l'intelligentsia est soumise à son tour à un contrôle lourd et sévère de l'élite, qui à la fois la méprise et la porte aux nues pour son travail, jugé naturellement au point de vue de la classe dominante. Le contrôle est particulièrement rigoureux dans le domaine des mass-media et le secteur culturel aux niveaux les plus élémentaires ; il l'est moins, en revanche, aux niveaux les plus élevés (par exemple dans les universités). Dans ce sens les institutions scientifiques sont relativement libres, mais si elles "n'utilisent pas correctement" cette liberté, elles peuvent être privées de ressources financières vitales.

Il y a une très grande différence entre l'intelligentsia de type technique et celle de type humaniste ou social : la première ne rencontre pratiquement pas d'obstacles dans son travail (sauf évidemment des problèmes "objectifs" comme le manque réel de fonds) alors que les deux autres n'obtiennent que ce qu'elles méritent (et cela du point de vue de l'élite). Ces dernières années il y a eu une reprise de la tendance à limiter le nombre des étudiants dans les disciplines sociales et humanistes sous le prétexte que la société a peu besoin de cadres politiques ayant cette formation. Il est intéressant de remarquer que les philosophes et les sociologues rentrent dans cette catégorie, de même qu'il n'est pas inutile de souligner que des membres de ces branches formaient la partie principale de ce que l'on pourrait appeler le groupe des "dissidents". Enfin on peut observer une chute brusque d'intérêt par rapport à ces deux professions, tant de la part de la société que des étudiants, surtout depuis la défaite du mouvement anti-autoritaire des étudiants, entre la fin des années 60 et le début des années 70. Cela aurait dû amener (surtout les marxistes) à la conclusion indubitable que la société n'avait plus besoin de critiques, ce qui voulait dire que les classes dirigeantes ne voulaient pas être gênées par des critiques "extrémistes" ou "non constructives". Cependant, comme la société n'est pas en mesure de déclarer qu'elle n'a plus besoin de philosophes ni de sociologues, elle cherche à souligner du moins leur faible utilité. L'intérêt des étudiants pour

ces matières est exceptionnellement élevé, si on les compare à celui envers des professions fort lucratives comme celles liées au droit ("bureaucratiques") et à l'économie ("technocratique"). Il s'est donc créé un clivage profond entre les aspirations des jeunes et les intérêts de l'élite sociale dominante.

Cette dernière n'hésite pas à reconnaître que l'autogestion constitue un pas en avant vraiment révolutionnaire. Mais en même temps elle se rend compte que c'est aussi un pas vers la revendication politique d'une partie des privilèges qui sont actuellement le monopole exclusif des classes moyennes. L'élite dominante protège les privilèges de ces classes, mais elle en réprime les ambitions politiques. Dans le premier cas elle contredit les intérêts de la majorité des travailleurs ; dans le second elle entre en conflit avec une partie des classes moyennes. En d'autres termes, elle joue avec les deux groupes sociaux comme le chat avec la souris. Je pense avoir dit assez clairement qu'à mon avis aucun des groupes sociaux évoqués jusqu'à présent (sauf l'élite du parti) ne détient le pouvoir politique. Voilà le seul privilège que l'élite ne partage avec personne.

La différence qui se trouve entre les niveaux normatifs et pratiques de la vie sociale est énorme. L'élite dominante laisse intacte la structure de classe de la société en conservant tels quels les privilèges qu'elle a et ceux des classes moyennes en se servant du mythe, en même temps épouvantail, de l'autogestion (le pouvoir des travailleurs).

L'autogestion n'est prise au sérieux que par les travailleurs et les classes moyennes inférieures (autres que celles qui font partie de l'intelligentsia), c'est à dire par ceux qui aspirent à améliorer leur position à l'intérieur de la société, ou à porter en avant activement, dans la pratique, le processus révolutionnaire. Ainsi l'autogestion est développée et freinée par le même groupe social qui poursuit rigoureusement ses intérêts, en attaquant les privilèges des classes moyennes par l'autogestion, et en freinant l'autogestion pour maintenir la hiérarchie sociale. Les travailleurs sont encouragés à attaquer les serviteurs de l'élite dominante, servant ainsi eux-mêmes d'instrument pour la conservation du système dans lequel ils ont le rang de travailleurs ; et où paradoxalement apparaît une possibilité d'abolir une société de patrons, de serviteurs et de prolétaires, du moins si les travailleurs prenaient l'autogestion (trop) au sérieux.

En conclusion : l'élite dominante est identique à la bureaucratie au niveau élevé et est la classe qui guide la société. Elle exploite les classes moyennes qui défendent leurs intérêts, servent de tampon et calment l'action des masses non privilégiées. En même temps, elle exploite également les classes sociales non-privilégiées qui en luttant pour leurs droits par l'autogestion la préservent des ambitions parfois trop fortes des

classes moyennes. C'est une situation politique précaire qui présente toujours deux issues possibles : une voie vers la société libertaire, une autre vers le totalitarisme. Il est curieux que les partisans de l'autogestion ne soient pas libertaires ni anti-autoritaires. Ils cherchent finalement à retrouver exclusivement dans la tradition marxiste-léniniste les racines de l'autogestion, et évidemment on ne peut en attendre de bons résultats. Les origines libertaires de l'autogestion sont presque complètement ignorées, du moins, c'est ce qu'il semble.

Enfin nous devons poser le problème de la consistance réelle et de la valeur de l'autogestion en Yougoslavie. Existe-t-elle réellement ? La réponse est positive puisqu'il y a des gens prêts et capables de lutter pour l'appliquer ; négative puisqu'elle n'est pas appliquée. Mais elle existe plus au niveau de la base, dans les usines et les institutions, que dans les communes, les Républiques ou la Fédération ; plus dans les secteurs politiquement moins "sensibles" que dans d'autres : plus dans les secteurs économiquement, culturellement et politiquement plus développés ; finalement je veux espérer aujourd'hui plus qu'hier et demain plus qu'aujourd'hui.

Slobodan DRAKOLIC

(traduit de l'italien, A.RIVISTA ANARCHICA novembre 1979)

(1) Note du traducteur : "Ouravnilovka" : mot russe traduit ordinairement par "égalitarisme mal fondé, injustifié ; nivellement de salaire". En fait, pour comprendre exactement, on peut se reporter à un manuel d'"Economie Politique" ed. soviétique 1954, mais toujours en usage, qui définit ainsi le mot : "l'ouravnilovka est un signe de vision petite-bourgeoise du socialisme comme nivellement général des besoins, des conditions de vie, de goûts et de consommation". Dans l'adaptation française de P.Nikitine "principes d'économie politique", ce passage est supprimé et seules apparaissent les points de l'émulation socialiste, qu'on pourrait résumer avec Staline : "on ne peut tolérer qu'un ouvrier d'un laminier sidérurgique gagne autant qu'un balayeur. On ne peut tolérer qu'un chauffeur dans les chemins de fer gagne autant qu'un copiste. Marx et Lénine disent que la différence entre le travail qualifié et le non qualifié existera encore dans le système socialiste, et même après la suppression des classes(...)" (nouvelle situation, nouvelles tâches pour l'organisation de l'économie" 26-06-1931).

## APRES TITO (RESUME)

La série de spéculations qui naissent avec la mort de Tito pose le problème du rôle de l'individu dans l'histoire. En fait les contradictions sur lesquelles se fondent les spéculations ne sont pas nouvelles et datent même d'avant le régime de Tito. Il faut opposer "à cette conception extrêmement élitiste et presque religieuse certains faits allant vers une analyse de la société yougoslave qui puisse nous fournir une ou plusieurs réponses à la question du futur de ce pays sans Tito."

"La Yougoslavie a été fondée à la fin de la première guerre mondiale sur la base de plusieurs groupes nationaux et politiques: la partie méridionale de l'Autriche-Hongrie habitée par les Slovènes, les Croates, les Serbes, les Musulmans(1) et les Hongrois (appelée aujourd'hui Slovénie, Croatie, Bosnie - Herzégovine et Voïvodine) ; le royaume de Serbie peuplé de Serbes, Macédoniens, albanais et turcs (à présent Serbie, Macédoine et Kosovo) et le royaume du Monténégro avec des Monténégrins et des Albanais. Il y avait également d'autres nationalités : Roumains, Allemands, Slovaques, Juifs, Italiens, Autrichiens, Gitans, Russes, etc. Les zones du nord et de l'ouest étaient plus développées, avec un peu d'industrie et de population urbaine. La majorité de la population était composée de paysans, généralement pauvres et analphabètes. Les travailleurs de l'industrie, les étudiants et les intellectuels n'étaient pas nombreux. La bourgeoisie était faible et mal préparée à gouverner le pays. La question nationale n'était pas reconnue et encore moins résolue, et toutes les nationalités étaient contraintes à renoncer à leur identité : les Macédoniens étaient considérés comme des slaves du sud, les Monténégrins simplement comme des Serbes, les Albanais et les Musulmans n'étaient pas reconnus comme tels. Les seules nationalités officiellement reconnues étaient les Serbes, les Croates et les Slovènes."

En mars 1941 le pays passa sous contrôle des fascistes allemands et italiens. Devant les réactions populaires hostiles, des généraux pro-occidentaux firent un coup d'Etat. Le 6 avril la Yougoslavie fut attaquée par l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie qui se divisèrent le pays, en commençant des massacres de Serbes, Juifs, Gitans et des anti-fascistes. "A ce moment les communistes yougoslaves étaient la seule force organisée d'une certaine consistance, et rapidement ils assumèrent le leadership des mouvements spontanés qui éclataient un peu partout."

Son rôle fut alors incontestable, agissant avec le peuple et

non contre lui. Tito devint le chef d'une armée de 300.000 hommes, 800.000 à la fin de la guerre, qui étaient volontaires et non inscrits au PC. "C'étaient en fait des combattants pleins d'initiatives, qui n'attendaient pas des ordres d'en haut pour se battre." Après la rupture avec Staline et l'URSS et l'introduction de l'autogestion dans le domaine de l'industrie et d'autres secteurs, il y eut "l'approbation et le soutien actif de la majorité des gens" sans lesquels tout cela serait resté lettre morte.

C'est là qu'apparaît la contradiction du PC yougoslave : "Comme élite dominante il a ses intérêts, différents et souvent opposés à ceux des travailleurs, alors que comme avant-garde politique et révolutionnaire il devrait agir dans leur intérêt."

En même temps l'économie a radicalement changé la société "en faisant diminuer le pourcentage des chômeurs dans l'agriculture au profit de la population urbaine en expansion". Les classes moyennes composées des fonctionnaires et de la bureaucratie du Parti, des petits propriétaires ont des intérêts opposés à ceux des travailleurs. A l'opposé le système de l'autogestion a introduit la méthode du choix des salaires par les employés. Sur le plan de la société globale, il ne semble pas que cette contradiction puisse mettre en péril le régime. "La seule opposition sérieuse à ce système de privilèges et de hiérarchie de l'Etat eut lieu lors des mouvements étudiants en 1968, elle dura peu et apparemment n'a pas de continuateurs directs." Il est donc réaliste de penser que ces problèmes n'amèneront pas de soulèvement populaire si l'élite dirigeante sait équilibrer les tendances.

Depuis ces dix dernières années les six républiques et les deux provinces autonomes ont reçu plus d'attributions, sauf dans les domaines militaire, policier et postal. Ainsi les menaces de rivalités nationales sont moins grandes. "Sur le plan économique les problèmes yougoslaves sont plus nombreux et aigus : l'inflation augmente (plus de 25%), le chômage aussi (plus de 10%) et le déficit commercial dépasse les six milliards de \$, et la dette extérieure atteint plus de 13 milliards de \$." La structure de l'économie est déséquilibrée (manque de matières premières) et l'évolution n'est pas la même dans tout le pays (opposition nord-sud). Des commentateurs étrangers attribuent l'inflation des prix et des salaires aux salaires trop élevés versés dans le secteur autogéré ; en fait c'est le contraire, puisque les classes moyennes et les classes élevées s'attribuent des rémunérations trop grandes.

D'un point de vue de politique internationale, la position de la Yougoslavie n'est pas différente de celles de l'Autriche et de la Finlande, qui depuis plus de trente ans sont coincées entre les deux blocs. Les conjectures des occidentaux viennent peut-être du fait que dans leurs investissements en Yougoslavie leurs multi-nationales touchent 51% des bénéfices.

Cependant la contradiction principale est "la stratification sociale renforcée par la lutte quotidienne des classes moyennes pour obtenir des privilèges toujours plus grands aux dépens des



travailleurs, souvent avec le consentement et les pressions politiques de l'élite dominante et du sommet de la hiérarchie." Il est possible de résoudre ce problème si l'Etat et le parti prêtent plus d'attention à l'autogestion.

Cela pourrait se faire si les gens étaient moins distraits par le spectacle des contradictions à l'étranger et s'attachaient plus à surveiller leur classe dirigeante, car sinon on aboutirait à un spectacle final dont peu ou aucun d'entre nous ne réchappera. "C'est ce qui m'inquiète".

Slobodan DRAKULIC

(résumé de l'article de S.D., A.RIVISTA ANARCHICA juin-juil. 80)

(1) "Musulmans" : comprendre les slaves de religion musulmane, différents par la langue et les traditions des Turcs (N.d.T.)

## A LIRE :

LE REFRACTAIRE, c/o May Picqueray B.P.44  
93310 Le Pré Saint Gervais

ESPOIR, c/o CNT, Bourse du travail,  
3 rue Merly, 31000 Toulouse

VOLONTE ANARCHISTE, c/o Groupe Fresnes-  
Antony, 34 rue de Fresnes, 92160 Antony

LA MEMOIRE SOCIALE c/o Groupe Voline,  
26 rue Piat, 75020 Paris

LA REVUE ANARCHISTE, c/o Gr Emma Goldman  
51 rue de Lappe, 75011 Paris

## SUR LA SOCIÉTÉ YOUGOSLAVE

La Yougoslavie, quand tu commences à en parler, il y a ceux qui y sont allés en vacances et pour qui cela évoque la Slibovitch, alcool répandu et efficace, pour un public plus cultivé style Nouvel Obs c'est Dubrovnik la perle de l'Adriatique, enfin pour les militants le pays de l'autogestion gratifié de leur soutien critique. A cela s'ajoute maintenant l'après-Tito et le problème des nationalismes : passions aussi soudaines que ponctuelles. Seulement voilà en dehors de ça il y a quand même des millions de Yougoslaves qui vivent et certains finissent par être agacés de ces clichés auxquels on réduit leur réalité.

Ces quelques lignes voudraient mentionner d'autres points et qui, de l'avis de celles/ceux qui les ont rédigées, soulèvent à leur tour des questions non négligeables.

Avant tout il est utile, au risque d'en passer par un brin de didactisme, de repérer les différents groupes existants, préalable à la compréhension des luttes en oeuvre dans cette société.

-La bureaucratie politique dirigeante (8500 professionnels) constitue un groupe social particulier par son idéologie, son style de vie avec privilèges institutionnalisés.

-Les grands entrepreneurs privés employant plus de 5 salariés sont peu nombreux : quelques centaines ; ils traitent -es grandes affaires directement ou pour le compte de secteur socialisé. Profitant des trous, des lacunes du système de droit et des faiblesses structurelles dans l'organisation de la production ils évoluent à la limite de la légalité et sont extrêmement loyaux politiquement, leur puissance repose sur l'argent.

-Les intermédiaires commerciaux : courtiers, agents immobiliers usuriers, trafiquants de devises (des milliers, mais difficilement recensables) sont le complément des précédents à un échelon plus modeste.

-Les rentiers intellectuels ont fait leur apparition récemment lorsque le tourisme des congrès, réunions, séminaires et les universités décentralisées se sont développés. En constant accroissement (plus de 3000 actuellement) ce sont les professeurs de politique qui mènent 5 chaires simultanément et préparent leurs cours dans les avions. Les autorités postulant que le système yougoslave original doit produire/est le fruit d'une

théorie spécifique, ces épiciers de faculté en profitent pour vendre leur logorrhée obéissante.

—Les commerçants et les hommes d'affaire indépendants forment un groupe socialement hétérogène. Les intérêts divergent en son sein selon des critères sectoriels et territoriaux ; ces 160000 patrons de petite industrie ou artisans, ces 3500 propriétaires d'hôtels, commerces, services publics sont objets d'envie dans leur quartier car leurs profits sont visibles mais dénués d'influence au-delà et limités par le contrôle étroit et les taxes auxquelles ils sont soumis.

—La classe ouvrière marginale est, elle aussi, diversifiée ; on peut y inclure une centaine de milliers de travailleurs employés légalement dans le secteur privé, environ 40000 chez des paysans riches, entre 50 et 100000 domestiques, femmes de ménage. La rigidité du système autogestionnaire ne permet pas de satisfaire une demande de travail mobile et cela a fait augmenter très fortement le salaire à la journée ; les travailleurs qui louent leurs bras de cette façon essaient de compenser (de même que les émigrés, 700000 principalement en RFA) leur privation de droits sociaux-politiques par un bien-être économique souvent sans succès vu la précarité de leur situation.

—Dans la classe ouvrière autogestionnaire également, les composantes sont bien différentes. Il y a les saboteurs (fuser) qui dépassent les 300000 : de plus en plus il s'agit d'un agglomérat à part et homogène usant largement des congés maladie, du travail privé à l'intérieur d'une organisation sociale en détournant les outils de production. Il s'y ajoute les 50000 ouvriers qui se partagent entre l'usine et leur lopin de terre : ils ne peuvent utiliser les règles du jeu autogestionnaire en raison de leur inadéquation culturelle et leurs préoccupations se concentrent logiquement sur l'économique. Enfin, il y a la classe ouvrière autogestionnaire au sens étroit : 3 millions de travailleurs qualifiés, hautement qualifiés, techniciens, ingénieurs : leur progression dans l'échelle sociale passe par le système des délégués, autant dire qu'ils s'investissent largement dans l'autogestion et ceci d'autant plus que leur capital intellectuel est élevé.

—Les fonctionnaires (près de 600000) se divisent en : administratifs dans la production qui ont un revenu comparable à celui des ouvriers se trouvant dans la même organisation parce que dépendant des résultats de celle-ci et employés du tertiaire qui ont, eux, un salaire non seulement garanti et fixe mais supérieur en valeur, les plus avantageés étant ceux exerçant dans la sphère politique. La dilution du pouvoir, le redoublement des règles aboutissent souvent à ce qu'un rond-de-cuir se trouve en position d'utiliser une institution comme sa propriété privée. De ce point de vue cette dernière catégorie est aussi la mieux placée.

—Enfin, origine de toutes les autres : la classe paysanne qui

se meurt par le changement de la structure de l'habitat, l'exode rural massif de la génération dernière (puisque l'industrialisation, c'est l'après 2<sup>o</sup> guerre mondiale). Celui-ci continue étant donné qu'en 1976, par exemple, le niveau de revenu moyen d'un travailleur paysan était inférieur de 70% à celui d'un travailleur non paysan.

Il faut mentionner à côté le socio-culturel : rock, jazz, théâtre, littérature, arts plastiques... Si les gens qui en vivent ne sont pas très nombreux (autour de 50000), c'est un pôle d'attraction pour la partie de la jeunesse en révolte, étudiante et/ou désœuvrée. Comme rien ne peut se faire sans l'appartenance à une organisation le ralbol devant ce système englobant et l'impuissance provoquent une dépolitisation massive réponse à la politisation forcée. De plus les contraintes matérielles limitent cruellement la possibilité d'une vie différente de celle réglée par les normes dominantes : pas d'accession au logement sans 5 ans de travail dans la même institution, etc... Cela entretient une dépendance vis à vis de la famille en particulier (qui parfois verse dans une abdication mortifère) et l'isolement pousse à se réunir dans des "lieux-nids" où à défaut de faire quelque chose puisque chacun se sent bloqué dans ses aspirations on se conforte en étant ensemble, espaces précaires susceptibles de fermeture sous le moindre prétexte policier.

Peut-être cette typologie(1), aussi rapide soit-elle, permet d'entrevoir les oppositions qui se jouent sous le voile de l'autogestion.

#### § § § §

Le système yougoslave conçu pour être un système technocratique d'autogestion est en train de perdre le fonctionnalisme qui est sa raison d'être. Cette tendance cherche à être enrayée par un moment de réactivation idéologique et de pragmatisme politique paradoxal.

En effet, les principes éthico-idéologiques constituant en partie des règles réelles, en partie des obligations morales, des normes sociales, ne s'étendent pas uniformément à toutes les catégories de citoyens. Les gouvernants qui conçoivent, impulsent, édictent ces principes n'y sont pas astreints. Comme les postes stratégiques de décision politique ont été attribués il y a quelques années, que le pouvoir est très concentré entre peu de mains par le cumul des fonctions, la rotation entre les mêmes cadres au détriment du renouvellement cette classe s'autonomise. Ces deux traits complémentaires concourent à accentuer la non prise en compte et la non compréhension des problèmes par cette classe. Confrontée aux difficultés économiques actuellement existantes, elle s'oriente vers l'empirisme et le coup par coup faisant apparaître une contradiction entre l'option socialiste à

laquelle adhère la grande majorité de la population et les mesu- res pour la réaliser qui s'en éloignent.

Toute institution étatique mais aussi toute organisation même si elle bénéficie de l'indépendance ce qui est le cas des unités de production, reproduit les méthodes en vigueur au sein de la direction du parti. C'est donc la source de nombreuses trans- gressions dans la gestion bien que la nomination à un poste de manager passe par un certificat de probité morale et politique (MPP / moralna-politicka pobodnost)

Particulièrement depuis trois ans, l'affirmation répétitive des principes en quantité et en qualité avec le recours à une terminologie originale masque la lecture du réel par l'abondance des dispositions qui cantonnent trop souvent la discussion à un niveau complexe mais formel. Il est nécessaire d'en passer par un décodage systématique pour déterminer des centres effectifs de pouvoir et de se servir de la pratique comme analyseur du discours. On se contente ici de poser quelques jalons dans cette direction.

## CENTRES DE POUVOIR

### A/ LE SYSTEME BANCAIRE

Ce phénomène est bien connu puisque l'indépendance de ce sec- teur était déjà dénoncé par le mouvement de mai 1968. Depuis la loi de 1965 les banques décident de manière autonome selon "la logique des affaires" du financement des entreprises que ce soit investissement ou trésorerie. Il s'agit d'une position de con- trôle de l'économie renforcée par le manque chronique de liqui- dités.

### B/ LES COMMUNAUTES AUTOGESTIONNAIRES D'INTERET

Plus que sur les organisations de base du travail associé les processus de décision sont maintenant fondés sur les communautés autogestionnaires d'intérêt (SIZ : Samoupravna Interesna Zajed- nica) créées en 1971 par amendements à la constitution et en pratique depuis 1974.

Ce sont des organes de consultation réunissant les travail- leurs d'un équipement social (de sport, de culture, de santé...) avec les délégués des entreprises et des communautés socio-poli- tiques qui assurent son financement. Dans ces SIZ s'effectuent donc les choix d'affectation des ressources et c'est là que se construit la politique sociale. Elles sont extrêmement nombreu- ses car spécialisées suivant les sujets, le recours aux accords sociaux se faisant pour des projets plus ambitieux qui réclament une coordination entre unités de travail, SIZ, syndicats, orga- nisations socio-politiques.

Outre la présence de représentants directs des organisations socio-politiques, l'éligibilité à une SIZ passe par le certifi-

cat de moralité mentionné ci-dessus. Parmi les travailleurs devenant délégués les réactions paraissent osciller entre un désintéret débouchant sur l'absentéisme quand ce travail non rémunéré est conçu comme obligation supplémentaire ou à l'inverse l'adoption d'un conformisme militant quand cet accès est interprété comme l'entrée dans le politique, domaine où le conformisme est le garant de l'avancement donc du changement de statut social.

En ce qui concerne les unités territoriales, l'autogestion ne leur accorde pas la même latitude qu'aux unités de production : elles ne possèdent pas de fonds propres. Cela a une importance limitée dans le cas des organisations de quartier (MZ : Mesna Zajednica) qui se contentent de régler les problèmes courants comme l'attribution des logements mais cela prète plus à conséquence pour les villages (allant jusqu'à vingt mille habitants) qui se soumettent aux règles de distribution décidées au niveau de la commune.

#### ASPECT DE LA REALITE DES RAPPORTS SOCIAUX

Seuls sont abordés quelques exemples que l'on pense symptomatiques par leur logique sous-jacente, les intérêts en jeu et leurs conséquences.

#### A/ LA REFORME SCOLAIRE

Commencée il y a quatre ans et mise graduellement en place en Croatie(2), elle est maintenant adoptée dans l'ensemble de la Yougoslavie. Elle remplace l'enseignement général traditionnel du secondaire (Gimnazija) par la création de filières très spécialisées. Une fois promulguée, elle a déclenchée de nombreuses protestations aboutissant pratiquement à une campagne de presse, ce qui est doublement intéressant d'abord parce que c'est rare et ensuite parce que cela n'a été suivi d'aucun effet correcteur concernant cette décision, à l'évidence impopulaire. Là encore une phraséologie révolutionnaire a été utilisée pour déplacer l'accent de la réforme elle même sur la situation de l'école telle qu'elle était précédemment, la désignant comme héritage bourgeois dans la société nouvelle. Mais l'intention de base de la réforme est de faire coïncider l'éducation-formation avec les besoins de la production par l'intermédiaire des intérêts auto-gestionnaires (lire SIZ). Cette connection non directe mais médiatisée par les SIZ vise à fournir de manière volontariste des cadres et surtout des travailleurs manuels - qui commencent à être globalement déficitaires - en nombre suffisant par rapport au marché du travail. Toutefois personne ne sait ce qu'il adviendra de la main d'oeuvre employée dans des secteurs dont le succès économique serait remis en cause, la spécialisation très poussée et précoce (plus de deux mille professions recensées)



empêchent une reconversion facile.

dès la deuxième année du secondaire, les élèves subissent une grande pression pour le choix de certains profils, seuls sont en mesure de choisir ceux ayant obtenu les meilleurs résultats puisque des quotas de répartition entre les différentes options doivent être respectés. Unique compensation, des avantages incitatifs sont parfois consentis pour des professions très peu prisées : en Istrie, pour les garçons de café, les années d'étude comptent pour l'ancienneté, plus des bourses, les livres gratuits et les débouchés assurés...

La non consultation des souhaits des premiers concernés est le plus gros problème, y contribue également l'obligation d'aller dans l'école de son quartier ou de sa commune. A quartier ouvrier école technique, à quartier résidentiel filières économiques ou diplomatiques, la reproduction des classes est ainsi assurée par le simple principe territorial.

## B/ ORGANISATION OUVRIERE

La nature des relations entre groupes détenant le pouvoir, instruments de réalisation de ce pouvoir et les assujettis à ce pouvoir transparait dans le fonctionnement du syndicat unitaire.

L'appartenance volontaire au syndicat est automatiquement enregistrée par la cotisation. Il fait office de coopérative et n'est jamais partie prenante d'un mouvement revendicatif, d'ailleurs il n'y a pas en son sein de consultation au niveau de la branche ni entre travailleurs affectés au même procès de production, il est structuré comme toute autre institution en échelons de fabrique, commune, république.

Pourtant de nombreuses grèves spontanées (appelées pudiquement arrêts de travail) éclatent dans les centres urbains là où la combativité est la plus forte, dans d'autres endroits le statut majoritaire d'ouvriers-paysans s'avère être un frein. Ces grèves sont très efficaces, en moyenne 15% d'augmentation immédiate de salaire. Cette augmentation est due au sentiment petit bourgeois de "honte de la grève" présent dans l'encadrement et spécialement au système réel de responsabilité partagée par les managers. Le traitement de la grève est celui d'une transgression disciplinaire. La punition du directeur est la contrepartie de sa culpabilité en tant que membre du parti et en tant que gestionnaire. Pour qu'il l'évite l'action doit être désamorcée le plus tôt possible avant que les autorités supérieures n'en prennent ombrage.

Une commission disciplinaire interroge les ouvriers dans le cas des grèves les plus importantes (500 à 5000 participants). Elle est composée de fonctionnaires du parti, de membres du syndicat et de policiers en civil et axe son investigation sur l'inévitable recherche des meneurs, pour ensuite les isoler en les déplaçant.

Le système autogestionnaire contribue à l'atomisation de la classe ouvrière. De plus le recours généralisé aux relations familiales aux connaissances personnelles pour trouver un travail, bénéficiant d'avantages non seulement renforce les inégalités mais aussi diminue les chances d'organisation collective au profit de recherches d'échappatoires individuels. Il faut donc une insatisfaction lourde et partagée, facteur de cohésion, pour qu'éclosent les grèves.

#### C/ L'INFORMATION

On est frappé par l'apparente liberté des journaux à la lecture des titres, impression qui se modifie quand on aborde le contenu des articles : la dénonciation des erreurs passées pour la glorification du présent y est trop répandue quand la dimension anecdotique n'y est pas privilégiée. Pas de censure pourtant excepté à la télévision où les pressions sont plus directes vu son enjeu bien supérieur, l'étouffement (total pour les grèves) se réalise par l'auto-censure qu'accentue cette responsabilité partagée encore présente dans les équipes de journalistes autour de la personne du rédacteur en chef.

De même à l'égard des livres et revues, l'éventuelle censure n'intervient qu'a posteriori (après la parution les ouvrages sont retirés de la vente), en fait le contrôle de l'édition par limitation du tirage et fixation des prix est plus courant.

#### § § § §

L'acquis incontestable de la société yougoslave réside dans la démocratisation de la consommation mais cela se double d'une monopolisation du pouvoir de décision et d'un blocage par un encadrement moyen au comportement rigide, fortement bureaucraté.

Aucune allusion n'y est faite à la lutte des classes en oeuvre, au contraire "dans une société autogestionnaire il n'y a pas de lutte des classes à cause des rapports de production différents"(3). Ce sont des différences sociales qui sont reconnues et vues sous l'angle unique des différences de revenus (pas des différences d'accès au pouvoir).

Une politique de prestige international très coûteuse (après la réunion des pays non-alignés, l'organisation des jeux méditerranéens et la réunion du FMI(2) ont été assurées en attendant les Jeux Olympiques) et assez habile pour s'avérer payante également à l'intérieur (comme en atteste la libéralisation du régime des passeports octroyée à l'issue des discussions d'Helsinki où la Yougoslavie tenait à adopter une position à la pointe de la démocratie, cette mesure est à l'évidence très populaire au sein de la jeunesse) se conjugue avec une systématisation du contrôle de masse qui, elle, passe complètement inaperçue.

Le balancement continu entre la "nécessité" de faire fonc-

tionner avec plus d'efficacité les mécanismes de marché et la volonté de maintenir la centralisation des leviers de commande au niveau de la direction de la LCY est la raison principale du pragmatisme politique. Des solutions sont donc testées, par exemple au niveau d'une république, et si elles s'avèrent efficaces pour réguler l'économie sans compromettre l'équilibre entre les deux axes prioritaires elles sont alors généralisées. le passage à ce second stage de leur application s'accompagne d'une forte pression dans les medias et dans l'appareil du parti il s'agit d'insister sur les arguments idéologiques qui les légitiment à posteriori. Ce mécanisme de justification des précédents a été clairement expliqué par Peter Brückner(5) sur l'exemple de l'état judiciaire allemand.

Jusqu'en 1975 une opposition de gauche se retrouva dans la mouvance du groupe "Praxis" qui voulait assurer une fonction de critique sociale en s'attaquant à la bureaucratie, à l'inégalité au modèle occidental de la société de consommation, à la répression culturelle. Depuis que le pouvoir a choisi de la réduire au silence il n'existe plus d'alternative organisée et pluraliste à l'information officielle ; devant le manque de perspectives qu'offre le système des recherches d'identité se font jour sur d'autres plans.

Maintenant le courant nationaliste et le courant "autogestionnaire" seuls représentés sur la scène institutionnelle sont les deux variantes de l'autosatisfaction qui se renforcent mutuellement et se reconnaissent dans le même mot - idéogramme - NOTRE. Ainsi les problèmes à l'ordre du jour, venus du sommet, sont traités à tour de rôle par toutes les instances autogestionnaires (d'où l'expression populaire de "bubble-gum" politique), la référence à des problèmes autres est alors dénoncée comme preuve des collusions avec l'étranger.

#### BRZ BROZ

(1) Empruntée largement à "Pitanja", revue de Zagreb, dont l'autorisation de tirage est très limitée. On aura remarqué que ces données, concernant la population active, oublient la police et l'armée, impossibles à chiffrer, secret d'état.

(2) L'abrogation du "gimnazija" fut l'évènement le plus important de l'année 1978 selon le ministre de la culture, réponse à une question du magazine Oko - janvier 1979.

(3) Citation de Radojica Savkovic in "Marksita Misao" (la pensée marxiste) février 79.

(4) Implicite, ce n'est qu'un exemple, la construction de l'hôtel Intercontinental à Belgrade dont la révolution partielle du coût a provoqué un scandale.

(5) Peter Brückner, conférence d'avril 1979 au Centre Culturel étudiant sz Belgrade. Il y dénonçait avec pertinence des tendances auxquelles son pays hôte n'échappe pas.

## NOTES DE LECTURE (ARGUMENTI)

Il est indéniable qu'il existe un renouveau d'intérêt envers les idées libertaires. Un des aspects de cet intérêt réside dans les recherches universitaires sur les problèmes libertaires. En mai 1980 a eu lieu aux USA un colloque sur "la problématique libertaire aux Etats Unis" ; en janvier 80, un colloque un peu moins préparé sur "consensus, dissidence, répression" d'un point de vue libertaire, à Paris ; pour novembre 1980 se préparent les "journées libertaires" à l'université de Montpellier. Les mêmes problèmes ont été abordés dans les milieux universitaires de Yougoslavie.

Dans le premier numéro de la revue "Argumenti" (casopis za drustvenu teoriju i praksu) éditée en 1978 par le Centre Marxiste de Rijeka, le plus gros chapitre est consacré à Anarchisme et Terrorisme, et composé de 5 études et 2 traductions d'Alexander Berkman et Emma Goldman. Il est malaisé de rendre compte de l'essentiel de plusieurs études formant au total 76 pages grand format (pouvant donner un livre de poche du double de pages), mais si les lecteurs le désirent nous pourrions revenir sur certains aspects.

I. Le premier article (30 pages) est de Rudi Rizman (auteur d'un livre en 1974 sur les conceptions idéologiques de la nouvelle gauche américaine) sur "Anarchisme et Marxisme (développement théorique de l'idée de l'anarchisme et du terrorisme et la critique marxiste classique)".

L'auteur reprend à Maitron (à travers Chomsky et Joll, sans citer ni les uns ni les autres) une citation d'Octave Mirbeau sur le terrorisme ("Le mouvement Anarchiste en France" tome 1, p.246) : "L'anarchie a bon dos. Comme le papier, elle souffre tout." et Rizman en déduit la difficulté de la définition du concept d'anarchisme. Et il oppose également, dans une certaine mesure, la vision déformée estudiantine de l'anarchisme comme "spontanéité nue", "beauté du geste", à la réalité des théories anarchistes.

Rizman expose les idées anarchistes en partant de l'antiquité et en décrivant le système de Godwin, Stirner et Proudhon. Il s'arrête plus longtemps en soulignant que "Proudhon n'a pas voulu vivre avec l'illusion que l'état allait tolérer l'autogestion comme, selon lui, l'annonçaient les "socialistes autoritaires"."

"Proudhon est le premier auteur anarchiste qui a parlé de l'idée d'autogestion ouvrière "universelle" et "synthétique"." Mais Rizman souligne que l'idée de concurrence dans l'autogestion n'est pas claire car elle peut amener à la formation d'organes centralisés. Ensuite, l'auteur expose correctement le système de Bakounine : "Dans l'autogestion Bakounine a vu une idée qui peut ouvrir de larges perspectives de planification sociale dans tous les domaines." Et il décrit exactement les relations de Bakounine et de Netchaev, d'abord très chaleureuses, puis tendues, et enfin le retour de Bakounine à ses idées, bouleversées par le machiavelisme de Netchaev : "Bakounine vit sa profonde erreur", "nous avons été des idiots".

Puis Rizman passe à Kropotkine et à l'impact de la révolution russe sur les anarchistes, et il décrit brièvement l'anarchisme italien et espagnol. Il insiste cependant sur l'autogestion pendant la guerre civile espagnole et l'opposition de Staline et l'URSS, en concluant par une citation d'Emma Goldman : "la collectivisation des terres et des industries apparaît comme le plus grand succès de cette période révolutionnaire. Même si Franco détruit les victoires et les anarchistes, l'idée qu'ils ont lancé continuera à vivre."

Quant à la position de la pensée marxiste (Marx, Engels, Lénine) elle a toujours affronté l'anarchisme de façon critique, à travers trois constantes : le stérnisme, le prouhonisme et le bakounisme. Rizman passe à la question de l'état, avec les positions de Marx et Lénine. Puis il analyse les lettres entre Kropotkine et Lénine pour définir la conception de ce dernier sur la terreur. La terreur est une tendance d'un certain moment, mais c'est l'organisation révolutionnaire qui peut la contrôler.

II. L'article suivant (16 pages) est une interview de Vladimir Dedijer par Slobodan Drakulic et Mira Oklobdzija. il faut expliquer que Vladimir Dedijer est une personnalité importante du régime : intellectuel communiste et partisan, intime de Tito et de Djilas, auteur d'une biographie de Tito, ("Tito parle"), puis d'une étude très démystificatrice, "le défi de Tito, Staline et la Yougoslavie", il est donc l'enfant terrible, la brebis galeuse. Le dialogue est titré : "tendances historiques du terrorisme étatique et la défense individuelle du XIXème et au début du XXème siècle."

Pour Dedijer, qui expose sa thèse par de nombreux exemples étayés par une connaissance profonde des différentes périodes, le terrorisme n'est qu'une réponse "sous forme collective ou individuelle" au terrorisme de l'état (comme le massacre après la Commune de Paris, le colonialisme des Européens et des Nord Américains). Analysant aussi bien la position de Kropotkine que celle de Bismark, les attentats de la CIA et du FBI sans oublier des allusions à l'URSS, la situation actuelle, Dedijer en conclut que, "que nous le voulions ou non", cette défense indivi-

duelle ou collective du peuple à l'hégémonisme et l'impérialisme sera une réponse spontanée.

III. Katarina Tomasevski aborde "la légitimation de la violence dans le droit international : l'exemple du terrorisme" (12 pages). Il s'agit d'un professeur exclu de l'université de Belgrade depuis 1975, ainsi que sept autres, pour un excès de critique du régime. Toutefois, à la différence d'une démocratie populaire, ils continuent à recevoir leur salaire.

Après avoir donné des exemples aussi bien de groupes terroristes que d'actions terroristes de ces groupes ou d'états les uns envers les autres (destruction d'avions libanais par Israël après que des Palestiniens aient tué une personne en Grèce) ou entre états (lutttes anti-coloniales, raid d'entebbe, etc.), l'auteur remarque que le droit international, suivant les cas, garantit la résistance contre l'exploitation coloniale, condamne la violence contre l'occupation injuste de territoires, une commission d'études de l'ONU a souligné que les actes de violence ont lieu dans les sociétés qui ont besoin de réformes radicales. Et Tomasevski prévoit une évolution prochaine du droit.

IV. Slobodan Drakulic prend le sujet de "la nouvelle gauche et la violence" (8 pages). La notion de nouvelle gauche a été formée à propos des mouvements de jeunes, en particulier étudiants. D'abord pacifiques, ces mouvements adoptèrent des attitudes violentes, qui durent encore, à partir des années 68 et 69. Drakulic considère que les analyses de Dutschke, avec les exemples de mouvements d'action directe aux USA, expliquent ce changement. Tous les mouvements violents comme les weathermen, la RAF, l'Armée Rouge Japonnaise, les Brigades Rouges, etc. "ne sont pas anarcho-communistes mais marxistes léninistes (et même des organisations maoïstes staliniennes). Cela montre que le but que se donne la guerilla urbaine est "la destruction de l'impérialisme US et (l'instauration) du monde sans classe : le communisme soviétique"." L'auteur conclue en soulignant que ces groupes ont mpérisé la démocratie et les droits individuels, se rapprochant ainsi de l'extrême-droite. Et il conclue que c'est l'escalade du système de la violence qui a provoqué l'escalade de la violence des groupes armés. Et cette violence du système a créé l'opposition et la résistance.

V. Enfin Mira Oklobdzija dans "l'anarchisme au début de ce siècle" présente deux textes d'Alexandre Berkman et d'Emma Goldman, précédés d'une importante note biographique sur chacun d'eux. Il s'agit de "l'anarchisme est-il violent ?" tiré d'"ABC of anarchism" (inédit en français) de Berkman et de "psychologie de la violence politique" d'Emma Goldman, qui semble également inédit en français.



Pour conclure, laissons parler l'un des responsables de ces études : "nous avons publié une série d'articles dans la revue "argumenti", une publication scientifique du parti, sur "anarchisme et terrorisme", fin 1977 et début 1978, en traitant des Brigades Rouges et de la RAF, pour montrer que tous ces gens n'étaient pas anarchistes, et pour dire en même temps que ceux qu'on appelle terroristes sont des gens de la gauche marxiste-léniniste". Comme on le sait, les responsables de ce numéro d'"argumenti", Drakulic et Oklobdzija, furent exclus de la rédaction, mais le numéro est épuisé.

Sélection et résumé d'IZTOK



Un livre sur le Printemps de Pekin  
à paraître en septembre :

UN BOL DE NIDS  
D'HIRONDELLES  
NE FAIT PAS  
LE PRINTEMPS DE PEKIN

Documents réunis et traduits  
du chinois par :

Huang SAN  
Angel PINO  
Lionel EPSTEIN

Christian Bourgois  
Bibliothèque Asiatique



## QUELQUES REPERES LIBERTAIRES

Quelques articles sur la présence libertaire en Yougoslavie ces dernières années sont parus dans la presse anarchiste internationale : bien que vagues, incomplètes, imprécis, ils montrent que contrairement aux autres Pays de l'Est, une influence anarchiste est perceptible. Il faut dire cependant que tout en restant très strict du point de vue politique, le régime Yougoslave est plus permissif que les démocraties populaires (mais tout est relatif).

Tout d'abord une chose est à noter : en Yougoslavie la littérature anarchiste est assez accessible, notamment dans les bibliothèques : le pouvoir ne craint pas une certaine liberté de ce côté là. Mais il y a des limites : ainsi la revue du parti "argumenti" (cf l'article précédent) a pu faire paraître une série d'études très honnête sur l'anarchisme, et le numéro est épuisé. Mais les responsables de ces études ont été exclus de la rédaction de la revue.

Cette relative accessibilité de l'information sur l'anarchisme n'empêche pas deux faits caractéristiques que l'on retrouve partout : l'anarchisme vague et spontané, et l'anarchisme-terrorisme-nihilisme des propagandes étatiques. Ainsi lors d'un voyage en Yougoslavie en été 79, L. a rencontré à Belgrade un architecte qui se dit anarchiste, car l'anarchisme c'est le véritable socialisme. Mais "l'anarchisme, une idée vague, un lointain espoir mêlé d'un romantisme un peu idéaliste, ça ne va pas beaucoup plus pour mon nouveau copain". L'anarchisme c'est aussi pour beaucoup l'anarchie (dans le sens péjoratif), le désordre. Ainsi Slobodan Drakulic dit que "l'anarchisme a souvent été considéré comme une trahison de la révolution. Et on utilise le mot comme synonyme de terrorisme, de désordre et de confusion familièrement on dit "c'est l'anarchie". Aussi est-il très difficile pour un jeune de s'identifier à la pensée anarchiste." La propagande des pouvoirs en place contre l'anarchisme est partout la même. Et cette image de désordre, universelle, est dur à effacer malgré Reclus.

Au niveau plus strictement politique, s'il n'y a pas grand chose, on trouve cependant des signes intéressants. Toujours pour Drakulic, on ne peut parler de courants anarchistes organisés en Yougoslavie. Comme les conditions de propagande ne sont pas normales, tout est faussé. Il relève cependant une assez

grande sensibilité des étudiants aux idées anti-autoritaires. Et apparemment les idées libertaires, si elles ne sont pas répandues, ne sont pas inconnues : "la presse officielle identifie l'anarchisme avec la bande à Baader ; dans la presse jeune et universitaire cela n'arrive pas". Il y a pourtant des gens qui se considèrent anarchistes et qui agissent en Yougoslavie. Ainsi la Rivista Anarchica a publiée fin 1978 l'interview de "quelques compagnons, parmi lesquels plusieurs anarchistes, Yougoslaves, qui ont occupé une grande maison". Le groupe était formé d'étudiants, de travailleurs, d'une ex-prostituée et d'un marginal, et il a occupé pendant 15 jours une maison pour qu'on parle du problème du logement. Elle était devenue durant l'occupation "un centre de vie sociale et culturelle (qui) s'était formé spontanément".

Enfin il faut mentionner sur le plan culturel une vague de groupes punk influencés par l'anarchisme et par des groupes anglais tels que "Clash" ou "Crass" (groupe de rock ouvertement anarchiste). Ces groupes, parmi lesquels "contrôle ouvrier", "testicule à poil", "canard pékinois"... , véhiculent beaucoup plus des sentiments de révolte spontanés qu'une idéologie politique claire : il s'agit plus d'un anarchisme "social" que "politique".

Voilà ce que l'on peut relever sur l'influence libertaire en Yougoslavie. C'est peu parce que ce sont des données fragmentaires qui montrent quelques cas particuliers. Mais c'est encore beaucoup par rapport au désert des autres Pays de l'Est et de l'URSS.

MARTIN

#### SOURCES :

"Autogestion par décrêt" (interview de S. Drakulic) ; IRL n°31  
Agora n°1, traduit de Bicicleta n°21.

"Impressions furtives au pays de l'autogestion titiste", L.(Gr.  
Commune) ; le Monde Libertaire du 20/09/79

"Occupazioni di case in Jugoslavia" ; A.Rivista Anarchica 10/78  
"A in Ju : Yugoslavian Punk Rock" ; Toxic Grafitty n°4 late 79

## LA QUESTION MACEDONIENNE

Depuis plus d'un siècle cette question envenime les rapports entre la Grèce, la Bulgarie et la Serbie - Aujourd'hui Yougoslavie -, après avoir concerné également la Turquie. Des centaines de livres tendancieux ont été publiés, et une bonne partie d'un point de vue marxiste soit pour falsifier l'histoire en faveur de la Yougoslavie, soit pour falsifier l'histoire au profit de la Bulgarie.

En ce sens, on peut dire que le nationalisme macédonien est une illustration des conflits actuels dans les pays marxistes léninistes : minorité chinoise au Vietnam provoquant la guerre sino-vietnamienne, droit historique russe ou chinois et incidents frontaliers sino-soviétiques ; sans oublier les problèmes latents : minorité roumaine en URSS, minorité hongroise en Roumanie, minorité musulmane en URSS, etc, ce qui peut entraîner des incidents dont les cas des Juifs et des Allemands d'URSS ne sont qu'un début anodin.

Cette incapacité du marxisme est liée à sa vision du nationalisme, comme reflet du développement économique capitaliste. Ainsi Marx s'est prononcé totalement contre le nationalisme tchèque, hongrois, serbe etc, en des termes proches de ceux d'Hitler, nationalisme qui "affaiblirait la puissance de l'Allemagne", considérée comme proche de la révolution(1). Engels résume sa position indirectement sur la Macédoine en disant : "Aussi intéressants que soient les Slaves des Balkans, etc, ils peuvent aller au diable dès que leur effort de libération entre en conflit avec l'intérêt du prolétariat."(2)

Comme les libertaires, et Bakounine en particulier, considéraient avec plus de sympathie l'émancipation nationale et la lutte contre les oppresseurs étrangers (en essayant d'aller plus loin vers une démocratie plus complète), c'est tout naturellement qu'il y eut des liens idéologiques et pratiques des Serbes et des Bulgares avec Bakounine. L'idée de la libre fédération des peuples fut très tôt propagée dans les Balkans et en particulier en Bulgarie, où Khristo Botev défendait l'idée d'une confédération des Slaves du sud (Yougoslave) contre les prétentions impérialistes allemandes et russes entre Serbes et Bulgares (article "Yugoslavia", 17-08-1871). Khristo Botev, par ses écrits et son action révolutionnaires, est considéré comme un des "apôtres" de l'indépendance bulgare, mais sa pensée (marquée

par Bakounine) est cachée au profit de son oeuvre poétique.

C'est de l'indépendance bulgare en 1878 que naît la question macédonienne : une partie du pays, le nord, est indépendant des Turcs, le sud appelée Roumélie est administrée par les Turcs, une troisième partie historiquement slave et peuplée de Slaves reste turque : elle comprend la Macédoine (de l'Albanie actuelle à Melnik d'ouest en est, de Vrania à Salonique du nord au sud) et la Thrace (en gros la partie actuelle de la Turquie autour d'Edirne).

La Roumanie passa assez rapidement à la Bulgarie avec la guerre de 1885, non sans que la Serbie n'attaque à cette occasion la Bulgarie jugeant que l'expansion bulgare était dangereuse. Les impérialistes russes et austro-hongrois gelèrent la situation en imposant une paix aux deux pays. Et en théorie jusqu'en 1912 il y eut un statu-quo. En fait la Bulgarie préparait l'annexion ou "libération" de la Macédoine, avec l'aide des Macédoniens, LES UNS ET LES AUTRES NE SE TROUVANT AUCUNE DIFFERENCE. Mais cette vision était discutée par la Serbie désirant un débouché sur la mer Egée, et par la Grèce considérant la région de Salonique comme historiquement grecque, et même la Roumanie se réservait des droits du fait qu'une ethnité de la Macédoine est apparentée à la Roumanie (Koutsovalaques).

La Macédoine est en effet formée de Slaves-orthodoxes ou Kusulmans, de Gitans, de Turcs et des minorités grecques, juives albanaises et des bergers itinérants allant de Roumanie en Grèce. Ainsi chaque pays était en droit de considérer la Macédoine comme sienne : la Bulgarie parce que les habitants en grande majorité se considéraient bulgares ; la Serbie parce que les habitants étaient slaves, donc serbes ; la Turquie parce que depuis le XV<sup>e</sup> siècle elle y régnait ; la Grèce parce que Philippe de Macédoine fut le père du plus grand général de la Grèce antique Alexandre le Grand.

Les efforts réels d'implantation dans la population furent uniquement fait par les Bulgares : dès 1895 des troubles éclatèrent contre les Turcs en Macédoine, avec deux organisations clandestines, celle de Mikhailovski et celle de Gotse Deltchev. Une insurrection fut lancée par les Macédoniens de l'intérieur et de l'extérieur en Macédoine et en Thrace le 2 août 1903, le jour de la Saint Elie - "Ilin Den" ou "Ilindisko Vastanie" (l'insurrection de la Saint Elie). Les anarchistes y eurent une participation importante avec les attentats préparatoires d'avril 1903 à Salonique, non pas contre les Turcs mais contre les capitaux étrangers en Turquie. Durant trois jours (les 28, 29 et 30 avril 1903), la ville fut paralysée par le dynamitage de l'usine à gaz (éclairage public), de la Banque Otomane, du cargo français "Guadalquivir" et de nombreux bâtiments publics. Ce fut l'action d'un groupe de huit anarcho-communistes(3). L'insurrection en elle-même est lancée par le groupe socialiste de Gotse

Deltchev (qui lui avait été tué dans une action armée le 4 mai) et avec la participation des anarchistes, comme Mikhaïl Guerdjiev, chef d'une colonne qui s'illustra particulièrement.

Pendant trois mois, ce fut une guerre contre les Turcs. Mais malgré le patriotisme, le sang qui coule, la monarchie bulgare ne bouge pas : la bourgeoisie n'admet pas une insurrection socialiste (précisons que c'est une minorité, car les socialistes sont majoritairement réformistes comme dans toute l'Europe). Malgré à peu près 2000 hommes armés, la création de communes organisées révolutionnairement - Strandja et Krouchevo -, l'armée turque de 3000 hommes d'abord désorganisée et ensuite renforcée reprend ses positions en Thrace et en Macédoine. 4300 personnes sont mortes, et plus de 76000 cherchent refuge en Bulgarie.

LES MACÉDONIENS SE SENTENT MAINTENANT POLITIQUEMENT DIFFÉRENTS DES BULGARES, MEME SI LA LANGUE ET LES TRADITIONS SONT IDENTIQUES. En 1912-1913, les Bulgares, les Serbes et les Grecs attaquent les Turcs, et gagnent la guerre. Mais ne se mettant pas d'accord sur quel pays occuperait la Macédoine, la Serbie et la Grèce attaquent la Bulgarie qui est vaincue. La Roumanie ayant également attaquée la Bulgarie, ce pays perd une province du nord qui passe à la Roumanie (la Dobroudja) ; la Thrace reste turque et la Macédoine passait en grande partie à la Serbie, sauf la partie littorale (Salonique et Kavala) à la Grèce. La Bulgarie en obtint une petite partie, la vallée de la Strouma, qu'elle possède toujours.

La guerre de 14-18 ayant suivi celle de 1912-13, la Macédoine ne subit son nouveau statut non-turc pleinement qu'à partir de 1919. Pour les Grecs - et ils n'ont pas varié jusqu'à aujourd'hui - il n'y a pas de slaves, tous les habitants sont des Grecs, les minorités ont peu de droits et les Macédoniens aucun. Pour les Serbes, les Macédoniens, trop influencés par la Bulgarie, devaient être "serbisés" de force. Cette situation favorisa l'activité clandestine des organisations macédoniennes manipulées par le gouvernement bulgare pour créer des difficultés aux Serbes et aux Grecs.

Avec la 2ème guerre mondiale, la Bulgarie traditionnellement pro-allemande envahit une partie de la Yougoslavie en 1942 et de la Grèce, c'est à dire LES TERRES "HISTORIQUEMENT" BULGARES : la Macédoine de la frontière albanaise à Salonique et Kavala. Mais en Grèce, une partie des slaves avaient été chassés et des grecs s'y trouvaient, et en Yougoslavie la résistance anti-fasciste des partisans de Tito luttait contre les Bulgares alliés aux nazis. En 1944, avec la victoire des titistes et les troupes soviétiques en Bulgarie, les Bulgares évacuèrent leurs troupes de Yougoslavie et de Grèce.

Tout les Balkans étant marxistes-léninistes sauf la Grèce,



mais avec une armée communiste en Grèce appuyée par la Bulgarie et la Yougoslavie, on pouvait penser que la solution de la Confédération de type bakouniniste, que même Lénine avait reprise à propos des Balkans (4), allait l'emporter. Or non seulement ce fut Hitler qui régla la question de la Dobrudja entre la Roumanie et la Bulgarie, mais la Yougoslavie communiste et la Bulgarie communiste ne purent se mettre d'accord sur la question macédonienne.

Il est indéniable que les deux pays adoptèrent l'attitude impérialiste des bourgeoisies passées : pour les communistes bulgares, les Macédoniens sont bulgares puisqu'ils parlent bulgare ; pour les communistes yougoslaves, les Macédoniens ne sont pas bulgares puisqu'ils sont en Yougoslavie. A cela s'est ajouté la rupture Tito-Staline et donc le fait que la Bulgarie, comme la Hongrie, est très intéressée à la récupération d'une partie de la population et du territoire yougoslaves.

Vu l'impossibilité de "serbiser" les Macédoniens sans les envoyer dans les bras des Bulgares et donc de Staline, Tito a rusé en créant une ENTITE MACEDONIENNE : "l'idiome macédonien, qui est au fond un dialecte bulgare, est proclamé une langue slave traditionnelle."(5) Les livres bulgares ont même été interdits et l'enseignement de la langue a accentué l'emploi de mots soit serbes soit formés différemment du bulgare pour créer une différence. Toute l'histoire a été revue de façon puéride pour "inventer" un particularisme macédonien par rapport à la Bulgarie. Ainsi la revue culturelle communiste "Europe" a publié récemment un numéro sur la Macédoine et un autre sur la Bulgarie où une chronologie historique indique les mêmes faits différemment : 1838 "première imprimerie macédonienne"(p.146), "première imprimerie bulgare"(p.176), 1861 "les frères Miladinov publient des chansons populaires"(p.147), "chansons populaires bulgares" (p.177), etc.

Du côté bulgare, la Macédoine est bulgare : "Il n'y a pas de données témoignant de l'existence d'une nationalité macédonienne ni de système étatique macédonien à l'époque du Moyen-Age, ni de l'existence d'une nation macédonienne à l'époque de la renaissance"(6). Et d'accuser la Yougoslavie de vouloir s'attribuer la zone macédonienne de la Strouma.

Côté yougoslave, il est répondu que les Bulgares en ne reconnaissant pas l'identité macédonienne ont des intentions annexionnistes par rapport à la Macédoine, qui a été proclamée république en 1944 comme la Serbie, la Croatie, la Bosnie, le Montenegro et la Slovénie.

Il semble que la Macédoine suive la voie historique de l'Alsace : province française de langue et culture allemande, d'où des annexions successives, avec la naissance d'une culture autonome s'opposant aux impérialismes allemand et français. Il y aurait aussi bien pu y avoir une solution de type une même langue et plusieurs nations (France, Belgique, Suisse ou Mexique

Guatemala, etc.) ou des langues presque identiques et plusieurs nations (flamand de Belgique et hollandais des Pays-Bas ; norvégien et danois ; turkmène, kazak, etc. en URSS et turc officiel en Turquie). Mais la stupidité des classes dirigeantes capitalistes et marxistes-léninistes de Yougoslavie et de Bulgarie est en train de séparer un peuple identique

Mais à l'image du brave soldat Schweik en Tchécoslovaquie opposant son apparente stupidité aux différents pouvoirs étrangers, les Macédoniens se retrouvent en famille (parfois de trois nationalités différentes : bulgare, yougoslave et grecque), avec l'espoir obstiné d'arriver à être eux-mêmes, d'où parfois un certain "racisme" anti-serbe et anti-bulgare renforcé par les échanges récents dus au tourisme (surtout depuis les années 70) de Yougoslavie vers la Bulgarie et la Grèce (au point que même les Grecs apprennent le Serbo-Croate et les Macédoniens grecs osent reparler macédonien).

Le développement économique bulgare est clairement en crise aux yeux de la population depuis au moins 1976. La Macédoine est une des républiques les plus pauvres, réservoir de main d'oeuvre pour les autres républiques et l'émigration en Allemagne Fédérale. La faillite économique et idéologique du modèle marxiste-léniniste peut donner lieu à une nouvelle élaboration par la base de l'idée de "Confédération des slaves du sud".

Dimitrov-IZTOK

Article écrit pour la revue libertaire basque  
"Askatasuna" de Bilbao.

(1) cf Georges Ribeil 'Marx/Bakounine, socialisme autoritaire ou socialisme libertaire' tome I

(2) Lettre à Bernstein, 22-25/02/1882, citée par G.Haupt et Cl. Weill dans "Economie et Société", X-1974, p.1471

(3) cf G.Balkanski "Libération Nationale et Révolution Sociale", 1969, en bulgare

(4) "La signification sociale des victoires serbo-bulgares", Pravda n° 162, 07/XI/1912

(5) Ante Ciliga, "La Yougoslavie sous la menace intérieure et extérieure", 1951, p.69

(6) Déclaration du Ministère des Affaires Etrangères bulgare, 24/07/1978

# L'ANARCHISME EN ALLEMAGNE DE L'EST (1945-1955)

Quand on parle du mouvement anarchiste en Allemagne de l'Ouest (RFA) ou de l'Est (RDA) durant la période d'après-guerre il ne faut pas oublier que de 33 à 45 l'anarchisme fut mis hors la loi : les adhérents des groupes furent arrêtés, assassinés ou condamnés à la mort lente dans les camps de concentration, la presse anarchiste disparut, les livres et les brochures furent brûlés. Il fallait donc en 45 - pour les rares survivants - re partir de zéro, et très vite en Allemagne de l'Est s'implanta un régime totalitaire qui usa à l'égard des anarchistes des mêmes méthodes que le régime hitlérien.

Depuis les années 90 du siècle précédent jusqu'en 1933, l'anarchisme allemand a été divisé en plusieurs courants qui, sauf en de rares circonstances, n'ont jamais pu se fédérer en une organisation fondée sur quelques principes essentiels communs à tous les anarchistes. Indiquons brièvement la nature de ces courants :

I. ANARCHISME INDIVIDUALISTE : Inspiré par Stirner, il se développa grâce aux écrits de John-Henry MacKay (le poète-philosophe qui "redécouvrit" Stirner et son oeuvre) et de Tucker. Des associations anarchistes individualistes, des Amis de Stirner, des associations pour la culture individualiste existèrent dans les années 20, surtout à Berlin et à Hambourg. Actuellement la Société John MacKay édite les oeuvres de MacKay, Tucker, etc. ainsi qu'une série d'études anarchistes qui dépassent le cadre de l'individualisme strict.

II. LE SOCIALISME LIBERTAIRE : Son porte-parole fut Landauer : anti-marxiste, continuateur de Proudhon, il inspira l'action des groupes de l'Union Socialiste pour créer, en dehors du cadre du capitalisme et de l'Etat, des communautés libres de producteurs : les premières cellules d'une société libertaire. L'influence de Landauer avant 1914 se fit sentir en Autriche, en Suisse et même en France. En Israel, la construction des kibboutz s'inspira des idées de Landauer.

III. L'ANARCHISME COMMUNISTE (ou encore communisme libertaire) : il est lié au nom de Johann Most (mort en 1906) et s'inspire un peu de Bakounine et beaucoup de Kropotkine. Mühsam devait reprendre l'oeuvre de Most et fonda à Munich, lors de la révolution de 1918, l'Union des Internationalistes Révolution-

naires et dix ans plus tard l'Union Anarchiste qui entra en concurrence avec la Fédération des Anarchistes Communistes créée par Oestreich. Ces deux organisations luttèrent durant la République de Weimar contre la montée du national-socialisme, avec des tactiques différentes.

IV. L'ANARCHO-SYNDICALISME : En réaction contre le syndicalisme de collaboration de classe et de soumission à l'Etat, les anarcho-syndicalistes fondèrent en 1919 l'association des Travailleurs Libres d'Allemagne (FAUD) qui sous l'impulsion de Rocker, Souchy et Lehning devint une organisation de masse comptant en 1923 environ 125000 adhérents. La FAUD perdit assez vite son influence et vers 1933 elle ne comptait plus que 25000 à 30000 membres.

V. LE LIBERALISME "ANARCHISTE" : Au début du siècle, Gesell avait tenté une fusion des idées du libéralisme économique et de l'anarchisme. Ce mouvement devait se développer après 1919 sous l'influence de Zimmermann : il s'opposait au socialisme autoritaire et à l'anarchisme violent et s'efforçait - sous le nom d'acratie - d'opérer une synthèse entre le libéralisme économique et l'anarchisme individualiste. Ce courant de pensée devait être victime - comme on le verra plus loin - du régime totalitaire de l'Allemagne de l'Est.

En mettant l'accent sur ce qui les divisait plutôt que sur ce qui les unissait, les anarchistes ne pouvaient arriver à une coordination fraternelle des divers courants de la pensée anarchiste. Il y eut cependant un court moment où tous ces courants collaborèrent : dans la première et courte phase de la République des conseils de Bavière en 1919, avant la prise du pouvoir par les communistes, suivie peu après par la dictature de la soldatesque. Gesell, Landauer, Mühsam et les anarcho-syndicalistes figurèrent côte à côte dans le conseil de la République Bavaroise. La preuve était faite que la nécessité l'emportait sur les querelles de tendance, mais cette union des anarchistes fut sans lendemain.

§ § § §

Hambourg avait été, jusqu'en 1933, un centre d'activités anarchistes : une forte section de la FAUD, plusieurs journaux anarchistes ou semi-anarchistes et parmi ces derniers l'"Unionist", organe de l'organisation unitaire "Union Générale des Travailleurs". Un autre hebdomadaire, le "Proletarischer Zeitgeist" (l'esprit prolétarien) - édité à Zwickau (Saxe) de 22 à mars 1933 - était anti-autoritaire et proche des anarchistes. Il était diffusé par Otto Reimers, puis soutenu par Otto Rühle qui arrivèrent à constituer le "Bloc des Révolutionnaires anti-autoritaires" qui organisa à Hambourg des cycles de conférences suivies par un public nombreux (Rocker y exposa les idées maî-

tresses de son ouvrage "Nationalisme et Culture"). Ce sont les survivants de ce noyau qui furent en 1945 les premiers artisans de la renaissance de l'anarchisme : quatre seulement dont Otto Reimers. Avant même l'annonce de la mort d'Hitler, Reimers diffusa des tracts dénonçant les atrocités des camps de Buchenwald et Belsen et appelait à la vengeance. Dès le 4 mai 1945, Reimers s'adressa aux communistes de Hambourg, rescapés de la dictature nazie : devant la situation tragique du mouvement ouvrier, il préconisait la création d'un mouvement révolutionnaire unitaire englobant les social-démocrates, les communistes et les anarchistes, mouvement à la fois antifasciste et anticapitaliste. Ce rapprochement, auquel les dirigeants communistes étaient hostiles, ne put être réalisé en dépit des efforts de Reimers. Ce fut seulement en mars 1947 que les autorités anglaises d'occupation autorisèrent la constitution d'une "Fédération Culturelle", réclamée par Reimers et par Langer, un autre militant de l'anarchisme d'avant-guerre. L'organisation prit le titre de "Fédération Culturelle des Socialistes Libres et Antimilitaristes". La fédération disposa d'un local, diffusa onze circulaires imprimées au cours de l'année 47, créa des liaisons dans cinq villes et entretint des correspondances avec des camarades de 17 pays. Mais que se passait-il durant ces deux si dures années dans la zone d'occupation russe ? Le mouvement anarchiste pouvait-il renaître dans cette partie de l'Allemagne soumise à l'autorité militaire russe et à la police stalinienne ?

#### § § § §

Zwickau est une ville industrielle de Saxe, non loin de Chemnitz et de la frontière tchécoslovaque : usines métallurgiques, filatures et mines de houille dans le voisinage. C'est à Zwickau qu'était édité le "Proletarischer Zeitgeist" qui était en même temps l'organe de l'Union Générale des Travailleurs. En mai 1945 l'Union ne comptait à Zwickau que six survivants : 27 membres avaient été victimes de la Gestapo. Un des rescapés, Willi Jelinek, avait pu conserver la liste des abonnés du "Zeitgeist" et adressa aux plus surs d'entre eux des lettres détaillées en vue de faire revivre l'organisation. Comme les autorités russes s'employaient à réaliser une fusion des éléments du SPD et du KPD pour créer le Parti Socialiste Unifié (SED) qui n'était que le camouflage du parti communiste, Jelinek dénonçait cette manœuvre : "le parti communiste joue le rôle du renard qui veut vaincre la peur du lièvre en faisant semblant d'être devenu végétarien". Dans une autre lettre aux anarchistes (février 46), Jelinek combat toute participation des anarchistes à un bloc social-communiste et sur ce point il se distingue de la position de Reimers à Hambourg. Il pensait - et là il se trompait - que l'union SPD-KPD serait de courte durée et qu'alors sonnerait l'heure des anarchistes. D'où la nécessité pour ces derniers de

s'organiser. En juin 46, le cercle de Zwickau reformé des ancienslecteurs du "Zeitgeist" et de syndicalistes, était constitué et adressa des circulaires d'information à des anarchistes de la zone russe (la SBZ) et de l'Allemagne de l'Ouest. En Saxe, 5 ou 6 groupes furent créés, de même en Thuringe. Jelinek entretenait des relations avec les anarchistes d'Hambourg, Mulheim (dans la Ruhr), Kiel, etc.

Dans l'usine où il travaillait, Jelinek avait été élu par 95% des ouvriers comme président du conseil d'entreprise et il adhéra à la centrale syndicale FDGB de la zone russe afin d'étendre son action. Les communistes, qui connaissaient Jelinek depuis longtemps, avaient pensé que ses opinions s'étaient modifiées. Dès les premières réunions du conseil d'entreprise ils furent détrompés et engagèrent la lutte contre Jelinek. Lorsque le parti unifié SED fut fondé, les communistes sommèrent Jelinek de quitter la présidence : il refusa et devint dès lors l'homme à abattre. Le Cercle de Zwickau fonda un "Bureau d'Information" et adressa des circulaires qui exposaient les problèmes pratiques insurmontables en zone russe : création légale d'une organisation anarchiste, édition d'un journal, utilisation d'une ronéo. Il décida de poursuivre ses activités malgré les difficultés matérielles toujours croissantes. Il renonça à l'idée de "récupérer" les anciens anarchistes qui avaient rejoint le SED : ce qui importait, c'était de gagner de nouveaux camarades aux idées anti-autoritaires. En septembre 47 le cercle fut obligé de reconnaître le peu d'empressement des jeunes générations à venir grossir ses rangs et aussi le manque de publications à diffuser. Il fallait avant tout s'adresser aux ouvriers et leurs montrer les falsifications que les communistes du SED avaient fait subir au marxisme (Jelinek était parfaitement au courant de la littérature marxiste). Fin 1947, Jelinek travailla à une brochure qui ne put jamais être publiée : il dénonçait la dictature du prolétariat "qui signifiait l'autorité de chefs. Là où on obéit, il y a des chefs qui commandent". Toute dictature signifie le gouvernement d'une minorité. On devine que la diffusion des circulaires et des lettres devenait de plus en plus difficile. Policiers et mouchards surveillaient Jelinek qui, en cas d'arrestation, prit la précaution de transmettre la liste des anciens abonnés au "Zeitgeist" au compagnon Willy Huppertz (de Mulheim). Ce vieil anarchiste des années 20, ce franc-tireur des luttes ouvrières qui n'appartint à aucun groupe, ni même à la FAUD, ce rescapé du camp de concentration d'Oranenburg assura pendant 25 ans à partir de mars 48 la rédaction, l'impression et la diffusion de la revue mensuelle "Befreiung". Dans cette revue, Huppertz se chargeait de l'édition des circulaires et de leur transmission aux camarades de la zone russe.

Jelinek nourrissait encore quelques illusions : il espérait

un adoucissement du régime de dictature en zone russe, qui permettrait d'imprimer un journal et il écrivait même que sous Hitler les anarchistes n'auraient pas pu discuter comme sous Ulbricht! Mais déjà le filet de la police se refermait sur Jelinek. Une lettre adressée à Reimers tomba aux mains de la censure Le 10 novembre 48, Jelinek fut arrêté par deux officiers russes accompagnés d'un interprète et d'un fonctionnaire allemand de la police criminelle. Perquisition et arrestation de la femme de Jelinek et de son gendre qui disparut sans laisser de traces. La femme de Jelinek fut longuement interrogée au sujet de Reimers et d'Huppertz : relâchée, elle trouva son logement vide de tout mobilier et réquisitionné. D'autre part un mouchard, se faisant passer pour un anarchiste mandaté, se fit remettre par Huppertz la liste des abonnés confiée par Jelinek : ceux-ci furent convoqués à une prétendue réunion à Leipzig et arrêtés. Quant à Jelinek il fut transféré à Dresde et de là à l'ancien camp de concentration nazi de Sachsenhausen où étaient parqués les opposants au régime communiste. Jelinek était inculpé "d'activités fascistes et militaristes"! La vague d'arrestations de novembre 48 fit 45 victimes (au total 25 années de prison). Seconde vague au printemps 49 avec l'arrestation de nombreux anarchistes (100, seulement à Dresde!). Ce qui n'empêcha pas la diffusion d'un tract en "République Démocratique Allemande" (le 7 octobre 1949 cette "république" prenait la succession de la zone d'occupation russe) au début de 1950.

A Sachsenhausen, Jelinek retrouva plusieurs de ses camarades et les groupa en un petit cercle clandestin. Il essaya de renouer des relations avec Reimers. Le travail lui ayant été refusé, sa ration alimentaire était très réduite. En raison de ses relations avec ses camarades détenus il fut transféré dans le camp de Bautzen. Là, on eut l'illusion d'une amélioration des conditions d'internement en raison de la fondation de la RDA. Il y eut simplement le remplacement des surveillants russes par des allemands, tous membres du SED. Les détenus souffraient de la faim, beaucoup mouraient de tuberculose. Le 13 mars 50, une révolte désespérée éclata et une commission composée d'officiers russes et d'officiers de la "police populaire" allemande promit des améliorations. Au lieu de cela, les conditions de détention furent encore aggravées. D'où une nouvelle révolte le 30 mars qui fut féroce ment réprimée. Jelinek parvint à informer l'Allemagne de l'Ouest de la situation misérable des milliers de détenus de Bautzen, Torgau etc. Le 15 mai 1950, l'"Hamburger Echo" publiait cet appel désespéré adressé "à la Croix Rouge, à la Ligue des Droits de l'Homme, à tous les démocrates, à tous les hommes du monde libre". On peut supposer que la publication d'un tel appel valut à Jelinek un régime plus dur. Le temps passa... Au début de 1952, deux anarchistes de Bautzen moururent de la tuberculose. Jelinek, le 20 mars 52, était en bonne santé,

lors d'une visite de sa fille. Et le 24 mars il mourait, dans des conditions qui sont toujours restées inconnues. Peut-être assassiné comme l'avait été Mühsam dans les camps nazis. La petite revue de Huppertz, "Befreiung" (mai 52) publia un article annonçant la mort de Jelinek et rapportant son action exemplaire pour l'anarchisme.

Mais on peut dire qu'à la fin de 1949, la vague d'arrestation avait brisé les groupes anarchistes dans la zone russe et décimé les meilleurs militants. Toute action politique ou collective était impossible : seuls, dans l'ombre, quelques individus isolés ne désespéraient pas de l'anarchisme. Ils furent présents lorsque les ouvriers de Berlin-Est et des principaux centres industriels de la RDA se soulevèrent, les 16 et 17 juin 1953, contre la dictature du parti SED et contre le régime d'oppression policière qui les exploitait au nom du "socialisme". On sait comment les troupes et les blindés russes écrasèrent l'insurrection et quelle fut ensuite la répression. Peu après les anarchistes de Darmstadt firent paraître aux éditions "Die Freie Gesellschaft" (La Société Libre) une brochure destinée à être diffusée en Allemagne de l'Est : "Tagebuch eines Namenlosen" (Journal d'un Anonyme). Les anarchistes avaient le choix entre trois solutions en RDA : la lutte, la capitulation, la fuite. Il fallait choisir la lutte. Il faut conquérir le soutien actif de l'élite des ouvriers : l'appui passif ne suffit pas. Chaque individu isolé doit agir : "le problème de la résistance n'est pas essentiellement un problème d'organisation, mais un problème de moral et de courage personnel". La lutte à mener nécessite la collaboration avec les ouvriers russes, ukrainiens, polonais : se limiter à changer la structure de la RDA conduirait à l'échec. Aux actions violentes doit succéder une résistance passive en tenant compte des courants d'opposition qui pourraient se manifester à l'intérieur des partis communistes. L'avenir devait montrer que le SED, s'appuyant sur la police populaire et l'armée, instituant une législation de plus en plus répressive, gardait son caractère stalinien et étouffait les oppositions en emprisonnant ou expulsant les éléments non-conformistes. En 1980 la RDA militariste, nationaliste, totalitaire, reste le bastion du stalinisme.

§ § § §

Les anarchistes "libéraux", bien qu'opposés à toute action violente, allaient tomber sous les coups des occupants russes. N'étaient-ils pas, en effet, opposés au marxisme autoritaire et étatique ? Un congrès international devait réunir en 1948, à Bâle, les économistes libéraux. Une jeune fille de 19 ans, Hannelore Klein, secrétaire du groupe de la jeunesse communiste (FDJ) de son entreprise, avait reçu une invitation et s'était



rendue à Karlshorst pour obtenir des autorités son permis de voyage. On la pria d'attendre quelques minutes et on l'arrêta. Devant le tribunal militaire russe, elle fut accusée d'actes hostiles aux institutions socialistes ; elle affirma sa conviction que ce régime "socialiste" n'était qu'un régime de contrainte et d'oppression. Son attitude sans faiblesse lui valut - pour elle et pour deux autres camarades également arrêtés - une condamnation à huit ans de détention. Hannelore, dans le camp de Bautzen, continua sa propagande parmi ses co-détenus.

§ § § §

Les communistes - qu'ils appartiennent à l'URSS, à la RDA ou à tout autre pays - ont toujours considéré les anarchistes, ou les individus suspectés d'anarchisme, comme leurs pires ennemis. Contre eux, tout est licite : la duplicité comme l'arbitraire policier. Le cas de Zensl Mühsam, femme d'Erich Mühsam, est particulièrement édifiant. Erich mourut le 10 juillet 1934, assassiné dans le camp de concentration de Sachsenhausen. Sa veuve se réfugia aussitôt le 16 juillet en Tchécoslovaquie. Elle n'avait appartenu à aucune organisation anarchiste, mais jugeait de son devoir de faire connaître au monde le sort tragique de son mari et, si possible, de faire éditer ses oeuvres, et les nombreux manuscrits encore inédits. Elle écrivit une brochure "Le calvaire d'Erich Mühsam", voulut en confier la publication aux syndicalistes hollandais, mais - n'ayant pas eu de réponse rapide - elle eut le tort d'accepter la proposition de la vieille militante bolchévique Helena Stassova : faire éditer la brochure à Moscou. Comme Zensl l'écrivit à Rocker, ce fut avec répugnance, car elle n'avait en aucun cas l'intention d'entrer dans le parti communiste ! Stassova l'invita ensuite à venir se reposer quelques mois en URSS. Zensl pensa naïvement que là-bas elle serait indépendante, trouverait quelques ressources de l'édition des oeuvres d'Erich et n'aurait aucune obligation à l'égard des autorités de l'URSS. Cependant on lui fit exposer dans quelques réunions les conditions atroces des camps de concentration nazis. Et brusquement, le 13 avril 1936, elle fut arrêtée. Rocker alerta différents organismes qui s'occupaient des prisonniers politiques. André Gide obtint sa mise en liberté vers août 1937. Elle demanda l'autorisation de partir pour les Etats-Unis... et fut arrêtée en pleine nuit (1939) et condamnée à huit ans de travaux forcés. Après la prison de Butirki (Moscou), on la déporta au camp de Karaganda. Elle en revint en 1947 couverte d'ulcères. Les anarchistes allemands essayèrent d'obtenir des renseignements sur son sort passé et présent. On ne tira du SED et de Wilhelm Pieck que des réponses dilatoires ou des témoignages fabriqués de toute pièce. Seulement en 1955, Zensl fut autorisée à se fixer dans Berlin-Est et ne put entrer en relation avec Rocker, ni avec les syndicalistes suédois. Coupée

du reste du monde, elle mourut en RDA dans le courant de 1962. De 1934 à 1962! Un calvaire de 28 ans pour avoir eu la faiblesse de faire un jour confiance aux bolchéviks!

§ § § §

Les socialistes anti-autoritaires, proches des anarchistes, furent aussi les victimes de la police et de la justice "populaires" de la RDA. A cet égard, le cas d'Alfred Weiland est exemplaire. Weiland avait combattu les nazis avant 33 et d'août 33 à l'automne 35 il fut détenu dans un camp de concentration. Libéré, il continua la lutte illégale et pendant la guerre s'engagea dans l'armée : au front il était plus à l'abri de la Gestapo qu'à l'arrière! Après la guerre, il reprit son activité militante et se qualifia "socialiste libertaire". Il préconisa l'union de toutes les branches du socialisme anti-autoritaire : anarchistes et communistes - conseillistes. Il appartenait à l'aile des communistes de conseil, dont les théoriciens étaient, en plus de Rühle, les hollandais Pannekoek, Henriette Roland-Holst et Gorter. En mars 1947 il fonda la revue "Neues Beginnen" (Nouveau Commencement), organe théorique des anti-autoritaires où le régime russe était sévèrement critiqué et qui défendit la conception de la gestion de l'économie par les conseils ouvriers conception opposée à la fois au capitalisme des pays occidentaux et au capitalisme d'Etat camouflé sous le nom de dictature du prolétariat. Les conseils ouvriers se substitueraient aux partis traditionnels et l'arme des ouvriers devait être la grève sauvage. Au printemps 1950 "Der Funke" (L'Étincelle) succéda à "Neues Beginnen".

Berlin était le centre des activités de Weiland. Dans les premières années de l'après-guerre, il travaillait à la Direction Centrale d'Education Populaire de Berlin-Est, puis à l'Institut de Journalisme. Membre du conseil d'entreprise de cet institut, il devint vite suspect à ses collègues membres du SED et fut brutalement licencié : il eut six minutes pour quitter son emploi! Devenu professeur dans une "Volkshochschule" (Ecole Supérieure Populaire) de Berlin-Ouest, il fit une propagande active contre le KPD et la dictature du SED. En raison des nombreux amis qu'il avait à Berlin-Est et en RDA, il était un individu dangereux pour le régime de dictature communiste. Il fut à deux reprises victime d'agressions dont il se tira heureusement. Mais le 11 novembre 1950, par une matinée de pluie et de brouillard, tandis qu'il achetait le journal dans un kiosque à 8h, il fut enlevé dans le meilleur style gangster. On le fit monter dans une auto après l'avoir matraqué et, malgré sa résistance et ses cris, il fut traîné au Ministère de la Sécurité d'Etat, livré aux russes et traduit devant un tribunal militaire sous l'inculpation de haute trahison, d'espionnage et de sabotage. Devant le

néant de l'accusation, ce tribunal le relaxa... mais le remit à ceux qui l'avaient enlevé! Un tribunal "populaire" de la RDA reprit les mêmes accusations et condamna Weiland à 15 ans de détention. Il refusa de faire "amende honorable", fit 7 fois la grève de la faim, ne put donner des nouvelles à sa famille qu'à près deux ans. Une campagne en sa faveur fut menée par diverses organisations de l'Allemagne de l'Ouest, dont la "Ligue des Victimes du Régime Nazi". Au bout de huit ans, il fut rendu à la liberté.

§ § § §

En août 1946 à Londres, sept anarchistes anglais, militants antimilitaristes, décidaient de fonder le "Groupe International Bakounine" qui se proposait d'étendre sa future propagande à divers pays, et tout particulièrement à l'Allemagne et l'Italie. Il y avait encore en Angleterre de nombreux prisonniers de guerre allemands et italiens et il fut possible, à l'intérieur des camps, d'introduire des journaux et brochures anarchistes et de créer des "noyaux". En septembre 1946, se tint dans le Shropshire une conférence à laquelle participèrent des prisonniers de guerre. La rééducation morale et démocratique, préconisée par les Alliés, permit la venue de conférenciers dans les camps, anarchistes pour la plupart. Une conférence tenue en juin 1947 permit de constater la multiplication de ces noyaux anarchistes. La libération des prisonniers étant imminente, il fallait songer à perpétuer l'action de ces noyaux dans les quatre zones d'occupation en Allemagne et en particulier dans la zone russe, d'où étaient originaires la majorité des prisonniers. On adopta la constitution de groupes de trois camarades, chacun d'eux pouvant à son tour recruter les éléments d'un nouveau groupe et une section allemande du Groupe International Bakounine fut créée. Le responsable de cette section fut le prisonnier John Olday : inconnu des vieux anarchistes et d'identité incertaine, sans doute né à Londres de père allemand et de mère anglaise.

Il existait en décembre 1947 environ 30 groupes en Allemagne et 6 groupes de prisonniers de guerre en Angleterre. Le groupe Bakounine et le journal anarchiste anglais "Freedom" soutenaient la publication des "Mitteilungen Deutscher Anarchisten" que Olday diffusait en Allemagne. Une vive polémique devait opposer à Rocker Olday qui s'inspirait des écrits de Mühsam pour combattre Rocker et le suédois Rüdiger. Olday se prononçait de plus en plus pour une lutte violente tendant à la destruction de l'Etat (avec une influence certaine de Bakounine). Il entra en désaccord avec le groupe International Bakounine et fonda des groupes "Spartacus" qui devaient réunir anarchistes et communistes-conseillistes (1948), mais les anarchistes y furent en minorité, à la suite d'une scission.

Entre temps les noyaux anarchistes en Allemagne de l'Est avaient disparu et Olday s'orienta de plus en plus dans la voie qu'il qualifia "anarchisme de conseil". Ce fut la rupture avec le "Groupe International" et Olday ne se consacra plus qu'aux groupes Spartacus. Les "Mitteilungen" devinrent le "Räte-Anarchist" qui cessa de paraître en automne 48. Et Olday disparut de la scène politique : il avait lancé pas mal d'idées, renouvelé le mot d'ordre "tout le pouvoir aux conseils", mais, à part quelques agitations en Rhénanie, les noyaux de trois camarades avaient échoué et leur action dans la zone russe fut insignifiante.

§ § § §

1945-1955 : Durant ces dix années, on peut dire que le régime communiste (URSS ou RDA) a achevé de liquider les anarchistes qui avaient survécus au nazisme. Non seulement les anarchistes, mais encore les socialistes anti-autoritaires ou les communistes opposants qui prétendaient défendre le "vrai" marxisme.

Jean BARRUE

Note de l'auteur : Cette étude rapide et certainement incomplète a pu être rédigée grâce au tome I de l'ouvrage de Günter Bartsch : "Anarchismus in Deutschland" (Hannover, Fackelhager-verlag - 1972)

## BULGARIE 1969-1979

Il y a dix ans, le slogan quasi unique était  $25=100$  car en 25 ans de régime communiste le pays était sensé avoir avancé et progressé d'un siècle. Ensuite en 1976 on eut "1956-1976 : 20 ans de bonheur, de progrès, etc." et un grand portrait du chef de l'Etat Todor Jivkov. Contrairement à la logique arithmético-politique, 1979 ne fut pas salué par " $35=140$ ", et cela se comprend vu l'aggravation de la chute du niveau de vie et la dépendance évidente et plus nette vis à vis de l'URSS.

La pression de l'URSS ne consiste plus seulement dans l'exploitation des ressources minières, la colonisation culturelle et politique, on peut ajouter maintenant la dépendance technologique et énergétique de tout le développement de l'économie bulgare. L'accent a été mis sur les centrales nucléaires (soviétiques) alors que les barrages hydrauliques répondaient plus à la structure du pays. Le transport par camions a été stimulé aux dépens du chemin de fer, mais il n'y a pas de pétrole dans le pays, et le train aurait permis d'utiliser soit l'électricité, soit une partie du charbon (de mauvaise qualité, mais abondant). Et pour comble, le pays est maintenant relié en quelques heures à l'URSS par un ferry-boat pouvant transporter 108 wagons ou du matériel militaire, c'est à dire en évitant la Roumanie. On peut ajouter à cela la liaison par gazoduc à l'URSS et le bombardement, le matraquage de la propagande : "Eternelle Amitié", "Eternellement avec l'URSS", "La Science Soviétique" etc.

Une deuxième dépendance existe, moins visible, mais aussi profonde : celle des multi-nationales occidentales. Outre les usines clé en main vendues par les occidentaux (serres hollandaises, vinification française, matériel d'Allemagne de l'Ouest, d'Angleterre, des USA), on assiste au montage de certains produits dans le textile (chemises bon marché), le secteur électrique (téléviseurs pour la Belgique). A l'image des autres Pays de l'Est, la Bulgarie est la Corée, Taiwan ou Singapour pour les capitalistes : la nouvelle bourgeoisie rouge touche les royalties et les travailleurs le salaire bloqué habituel.

En dépit des plans quinquennaux, de la "Science Soviétique" omniprésente, les denrées manquent et la situation est pire encore en ce domaine qu'il y a quinze ans : ni fruits ni légumes en hiver, rien ou presque dans les magasins jusqu'au mois de

juillet, les "marchés libres" offrent les produits des kolkhoziens à des prix astronomiques. Mais entre juillet et septembre, grâce à la main d'oeuvre gratuite des écoliers et des étudiants obligatoirement en "brigades", les récoltes sont assurées. Il est notoire que vu les salaires de misère proposés, les kolkhoziens préfèrent laisser les fruits pourrir. Pendant les mois d'été, tous nous nous transformons en cuisiniers pour préparer des conserves de fruits et légumes pour l'hiver, ou plutôt de novembre à juin. Pour une raison étrange, depuis 4 ans il n'y a que de la viande de porc sur le marché. Il semblerait que la "princesse", la fille de Jivkov, ait vendu à l'Autriche la production de viande de mouton de plusieurs années (parce qu'elle ignorait les réserves). On se rapporte de mirobolantes histoires de telles personnes de la Dobroudja ou des Rodopes qui auraient de la viande, ou des légumes...

On ne peut cependant pas en déduire que le pays ne connaît pas la consommation. Au contraire, si l'alimentation manque, par contre les coupes en cristal de Bohême à 14 leva (presque trois jours de travail) sont présentes à profusion, de même que le papier peint occidental, les produits cosmétiques français, le whisky écossais.

L'incapacité des dirigeants est encore plus visible au niveau de la planification des besoins en cadres : les ingénieurs, les médecins sont trop nombreux, mais les techniciens moyens manquent énormément. Comme le chômage commence à être trop visible (dans certains kolkhozes on fait faire pendant l'hiver des tranchées rebouchées au printemps), la main d'oeuvre est "exportée" vers l'URSS (il y a quelques 5000 bucherons en Sibérie, presque autant de travailleurs en 1978 pour la construction du gazoduc d'Orenbourg en Russie, près du Kazakstan, vers la Bulgarie et les autres Pays de l'Est) et vers d'autres pays frères ayant besoin de cadres comme Cuba ou le Mozambique.

Le régime équipe également en cadres à bon marché les pays arabes et magrébins. Là où un ingénieur français ou même polonais demandera mille dollars, la Bulgarie demandera la moitié. Dans la pratique on envoie un bon communiste qui n'émigrera pas qui ne saura pas forcément grand chose ou un technicien dont la famille sert d'otage. En quelques années ils reviennent en Bulgarie chargés des symboles de la richesse : la voiture occidentale, les produits électro-ménagers occidentaux et assez d'argent pour s'acheter un appartement.

L'admiration de l'occident n'est donc plus en fait un handicap pour le régime, il l'utilise parfaitement : tu veux des dollars et vivre à l'occidentale, va dans tel pays arabe. Et en échange le candidat aux dollars s'éreinte et l'ambassade dans le pays touche la moitié - au moins - de son salaire. On est revenu au bon vieux temps des esclaves, mais cette fois ce sont les esclaves qui réclament le joug.

A l'intérieur aussi le miroir aux dollars joue avec le "Korekom", supermarché de produits occidentaux qui vend en devises occidentales uniquement (sauf des bibelots russes en roubles!). Ainsi l'été dernier il y eut un arrivage de chaussures italiennes dernière mode pour dames à huit dollars la paire (sans doute obtenues en les troquant contre des produits bulgares), ce fut la ruée, et les étrangers déjà bien sollicités prostitutionnellement parlant durent oeuvrer plus encore. Par la même occasion, le régime récupéra pas mal de dollars.

Et l'opposition ? Tous les Pays de l'Est semblent crouler sous les samizdats (!!!), que font les bulgares ?

Il y a d'abord un problème d'information : lorsqu'il y avait des maquis contre le régime (de droite, de la CIA et même des anarchistes), la presse occidentale n'a rien dit. Lorsqu'il y a eu les "goriani" (maquisards sans liaison avec l'étranger), au moins jusqu'en 1964, rien non plus n'a été dit. Ensuite à chaque secousse interne dans les Pays de l'Est, la répression s'est faite préventivement en bulgarie (en 1956 surtout). En 1968, tous les examens universitaires ont été avancés d'un mois, pour éviter la contagion, et depuis 1969 une préparation civique et militaire a été instaurée pour les filles et les garçons de 16 ans.

Dans la pratique, il y a trois sortes d'opposition : le refus global instinctif, l'opposition latente, le choc politique.

Le régime est si ouvertement corrompu par la famille Jivkov et la présence de l'URSS (comme les USA dans certains pays d'Amérique Latine) que la majorité de la population et des privilégiés est contre. Le chef de la Sûreté d'Etat et l'ambassade d'URSS le savent parfaitement (ce sont eux qui commandent en fait), et ils savent parfaitement également se servir de soupapes de sécurité, comme les spectacles sportifs, le racisme à l'intérieur (les musulmans dont il a été question dans le n°2 d'Alternative et les tziganes) et la xénophobie. Mis à part la question de la Macédoine qui nécessite une étude particulière(1) une énorme quantité d'amis a été persuadée pendant des années (et l'est sans doute encore) que le manque de viande, de fromage de vêtements, de chaussures, etc vient de la présence de touristes grecs et yougoslaves, tellement pauvres qu'ils raflent tout ce qui est bulgare... La même personne qui se dit et est anti-communiste, est cependant prête à affirmer tout à la fois que le régime va mal et que si ça va mal, c'est la faute des yougoslaves et des grecs !

l'opposition latente est impossible à manipuler comme dans le premier cas, car il s'agit d'une part du refus constant et profond du système du travail et d'autre part du refus de la morale communiste. Le premier cas concerne la plupart des travailleurs. Leur devise semble être : "Ils nous trompent en faisant semblant de nous payer, on les trompe en faisant semblant de travailler".

et la majorité des stakhanovistes qui sont aujourd'hui malades chroniques confirme leur position de lenteur systématique. C'est l'attitude générale des travailleurs des Pays de l'Est. Ce refus des cadences est presque toujours accompagné de vols de pièces conçus comme une récupération, une réaction au salaire de misère. Là aussi, c'est une attitude que l'on retrouve dans toute la société bulgare : le "bakchich" est devenu le complément naturel du salaire. Lorsqu'il est refusé, la réaction est violente : villa incendiée près de Sofia vers 1977.

Cette acceptation du vol comme récupération d'un manque de salaire explique le passage à une certaine forme de délinquance, surtout visible chez les jeunes : destruction de cabines téléphoniques, de voitures (mais qui a une automobile ? presque toujours quelqu'un qui a été à l'étranger ou qui est bien placé dans le régime), refus du travail stable, alcoolisme, autant de tares capitalistes que les jeunes assument ouvertement, comme réaction plus ou moins consciente contre le régime.

Le choc direct n'est que le fait de quelques personnes, aussitôt victimes de la repression, dont certaines nous sont connues et adoptées par Amnesty International. Mais que sont devenus les ouvriers boulangers d'un quartier de Sofia en grève en janvier 1976 ? Et d'autres, assassinés pour avoir simplement dit qu'ils ne comprenaient pas à quoi servaient les contrôles de police au bout de 30 ans de socialisme. Cette dureté fait que si l'opposition constante à l'intérieur du pays est impossible pour le moment, en revanche l'émigration a énormément augmenté : les techniciens, ouvriers en stage ou travaillant à l'étranger émigrent malgré les otages que sont les membres de leur famille dans le pays.

Ce panorama serait incomplet sans la présence de la voyante de Petricht (qui voit tout bien qu'aveugle et sert à la police pour découvrir certain cas compliqué) qui hante les conversations, ainsi que le sujet des soucoupes volantes, encouragé par le régime puisqu'un rapport top-secret circule entre les mains de tout le monde dans l'intelligentsia : 6 pages traduites du russe d'un certain Engel Felix Iourévitchki avec les clichés les plus éculés sur les ovnis, les petits hommes verts. Les romains gouvernaient avec les jeux de cirque et le pain, le régime de Jivkov et de l'URSS dirige sans pain mais avec le spiritisme et la xénophobie, base bien faibles pour fonder quelque chose.

#### MERAKLIA

(1) cf "La question macédonienne" de Dimitrov dans le dossier Yougoslavie.



## COURRIER

Nous avons reçu après la parution du 1er numéro une lettre de critique. Comme il nous semble que cette lettre et ces critiques sont très intéressantes, nous la publions ci-dessous. Nous espérons après ce numéro plus qu'une lettre pour nous indiquer ce qui va et ce qui ne va pas dans la rédaction d'IZTOK.

J'ai été très intéressé par IZTOK, c'est effectivement un trou dans mon information. La lecture du Monde n'est que fragmentaire en ce qui concerne les Pays de l'Est (c'est évident) et je n'ai pas les moyens de coordonner le tout. Mais si je me souviens une discussion passée, je ne puis me considérer contre responsable de la présence du mur de la honte et autre rideau de fer ni du fait que je sois (par construction...) occidental et français (circonstance aggravante sans doute...) vraiment je ne l'ai pas fait exprès... Mais sans plaisanterie, je pense qu'on commet souvent deux erreurs :

-Celle de chercher une cause unique à une situation politique, économique ou sociale (ex les accords de Yalta, l'exploitation, la lune) et de bâtir là dessus tout un échafaudage théorique.

-Celle de vouloir agir là où l'on n'est pas. C'est ce qui m'a souvent ennuyé lorsqu'on s'étendait trop sur l'Espagne. Les références historiques ne sont que des illustrations, des points d'arrêts intéressants certes mais non de réflexion interminable. L'essentiel reste la confrontation avec le réel. Le quotidien, l'expérience. Donc vous avez eu raison de limiter la part du passé par rapport aux comptes rendus de l'actualité. Mais il reste encore autre chose et ce n'est que se répéter que d'écrire cela : le plus utile est d'agir là où on se trouve sur le lieu de travail, de consommation et d'habitation. Mais on touche sans doute là au plus difficile puisqu'on arriverait peut-être à constater une impossibilité pour la plupart d'entre vous qui restés émigrés... Autrement dit où en est l'anarchisme X ou Y dans ce pays là ?

Ceci dit, j'ai été bien intéressé par l'ensemble des articles sauf ceux de la page 20 (Marx, Bakounine et les dissidents) et de la page 35 (200 millions de lumpen prolétaires) que j'ai

trouvé trop vague et trop systématiquement catastrophique.

Le premier (notes sur l'anarchisme en URSS) est le meilleur mais ceci n'est peut-être que le reflet de mon ignorance. La critique du livre "Rue du prolétaire rouge" correspond à ce que j'en pense particulièrement le premier paragraphe de la page 16. Marx, Bakounine etc. m'a paru mauvais. Les termes de "bagage intellectuel", "morale", "jeunes gens", y ont une résonance gênante. Les exemples de fédéralisme cités (union postale, chemin de fer) sont à mon avis mauvais. La critique de la dialectique (page 29) est ridicule. Est-il un texte récent ?

Les articles concernant les procès de Prague (P.31) et entrevue avec Istvan Kemeny (p.44) sont presque une réponse à la question que je me posais plus haut.

CL.P.



## IMPORTANT

Le prochain numéro d'Iztok (n°3) sera en bulgare et paraîtra en novembre ou décembre. Le prochain numéro en français (n°4) est prévu pour mars 81.



AGORA


REVUE D'INFORMATIONS LIBERTAIRES  
INTERNATIONALES :

PRIX DU NUMERO : 10 FRANCS

ABONNEMENT POUR 4 NUMÉROS : 35 FRANCS

VERSEMENTS : CLAUDE ARISO,  
CCP N° 3-417-57-S TOULOUSE

AGORA, BP 3187, 31027 TOULOUSE-CEDEX



CPCA


CENTRE DE PROPAGANDE ET DE CULTURE  
ANARCHISTE

LE NUMERO : 5 FRANCS

ABONNEMENTS POUR 5 NUMÉROS : 20 FRANCS

VERSEMENTS ET SOUSCRIPTION PERMANENTE :  
CCP LAMBERT 32-221-67-W LA SOURCE

CPCA, BP 21, 94190 VILLENEUVE ST GEORGES



IZTOK : PRIX DU NUMERO, 7 FRANCS

ABONNEMENT PARTIE FRANCAISE  
(4 NUMÉROS) : 25 FRANCS

ABONNEMENT PARTIE BULGARE  
(4 NUMEROS) : 25 FRANCS

ABONNEMENT PARTIES BULGARE  
ET FRANCAISE (8 NUMEROS)  
50 FRANCS

ABONNEMENT DE SOUTIEN  
50 OU 100 FRANCS

PAIEMENTS PAR CHEQUE, NE PAS  
LIBELLER L'ORDRE

POUR TOUS CONTACTS:  
IZTOK, c/o LES AMITIÉS FRANCO-BULGARES  
26 RUE PIAT, 75020 PARIS